

L'INSTITUT DE LA CAD
CAHIER VIMY



CDA INSTITUTE
VIMY PAPER



RHÉTORIQUE GÉOPOLITIQUE AU SERVICE DE LA POLITIQUE IDENTITAIRE:

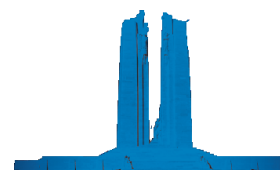
LE RÔLE DU GOUVERNEMENT, DES MÉDIAS ET DES FORCES ARMÉES DANS LE CAS
DE L'ARCTIQUE

JONATHAN LAFONTAINE

JANUARY | JANVIER 2018



No. 35





Conference of Defence Associations Institute

The Conference of Defence Associations Institute is a charitable and non-partisan organisation whose mandate is to provide research support to the CDA and promote informed public debate on security and defence issues and the vital role played by the Canadian Armed Forces.

Conference of Defence Associations Institute

151 Slater Street, suite 412
Ottawa, Ontario K1P 5H3
613 236 9903
www.cdainstitute.ca

Views expressed here are those of the authors and do not necessarily reflect those of the CDA Institute.

All logos and trademarks used are the property of their respective holders.

Use in this publication is under non-commercial and normative fair use provisions of applicable Canadian law.

Institut de la Conférence des associations de la défense

L'Institut de la Conférence des associations de la défense est un organisme caritatif et non partisan dont le mandat est de fournir l'appui de recherches à la CAD, et de promouvoir le débat public sur les questions de sécurité et de défense, et le rôle essentiel des forces armées canadiennes.

Institut de la Conférence des associations de la défense

151 rue Slater, bureau 412
Ottawa (Ontario) K1P 5H3
613 236 9903
www.cdainstitute.ca

Les opinions exprimées sont celles des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement les opinions de L'Institut de la CAD.

Tous les logos et les marques de commerce utilisés sont la propriété de leurs détenteurs respectifs.

L'utilisation qui en est faite dans cette publication l'est en vertu des dispositions de la loi canadienne applicable sur l'utilisation équitable non commerciale et nominative.

RHÉTORIQUE GÉOPOLITIQUE AU SERVICE DE LA POLITIQUE IDENTITAIRE CANADIENNE:

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT, DES MÉDIAS ET DES FORCES ARMÉES DANS LE
CAS DE L'ARCTIQUE

JONATHAN LAFONTAINE

CAPITAINE DE CORVETTE, MARINE ROYALE CANADIENNE

«La région de l'Arctique est un carrefour international important où se croisent des questions de changement climatique, de commerce international et de sécurité internationale.»

Défense nationale

Protection, Sécurité, Engagement: La politique de défense du Canada,

p. 50

TABLE DE MATIÈRES

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION.....	3
PARTIE I – LE RÔLE DU GOUVERNEMENT.....	7
Les « imaginaires ».....	7
Les symboles, les mythes et le discours.....	9
Rhétorique et stratégie de communication.....	12
PARTIE II – LE RÔLE DES MÉDIAS.....	22
Concepts en présence.....	22
Le rôle des médias et leur impact sur l'opinion publique.....	24
PARTIE III – LE RÔLE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES.....	27
Les contributions historiques à l'édification de la nation.....	27
Les forces armées, rhétorique géopolitique et politique identitaire.....	28
CONCLUSION.....	31
BIBLIOGRAPHIE.....	33

SOMMAIRE

À se fier à la rhétorique des gouvernements des États arctiques, à la couverture médiatique et au nombre croissant d'exercices militaires dans le Grand Nord, il est facile d'imaginer l'Arctique comme étant une zone de tensions, voir même de conflits. À travers une analyse discursive de la rhétorique géopolitique utilisée dans le cas de l'Arctique, il est possible de démontrer qu'elle est principalement destinée à un auditoire domestique et qu'elle sert avant tout les besoins de la politique identitaire nationale. Du même coup, l'analyse permet de constater la discordance entre la rhétorique des différents gouvernements et la réalité des actions concrètes de coopération dans la région. L'analyse examine le rôle distinct, mais souvent complémentaire, joué par trois principaux acteurs soit : le gouvernement fédéral; les médias; et les Forces armées canadiennes. Ce travail tente de démontrer que par l'utilisation du discours, des symboles, des « cadres » ainsi que d'autres outils d'influence, chacun à leur façon, contribue à façonner les « imaginaires » qu'a la population envers cette région éloignée, ainsi que l'identité canadienne.



EXECUTIVE SUMMARY

Based on the political rhetoric from Arctic States, on the media coverage and on the rising number of military exercises in the Far North, one could easily be led to picture the Arctic as a zone of tensions, if not conflicts. Through discourse analysis of the geopolitical rhetoric in the case of the Arctic, it is possible to demonstrate that it is mainly aimed at a domestic audience and that it serves to shape national identity. At the same time, the analysis can reveal the discrepancy between the rhetoric of the various governments and the reality of the concrete cooperation initiatives in the region. The analysis examines the distinct but often complementary role played by three main stakeholders: the federal government; the medias; and the Canadian Armed Forces. This paper attempts to demonstrate that by using discourse, symbols, “frames” and other tools of influence, each in their own way, contributes to shaping the “imaginaries” that the population holds of that remote region, as well as the Canadian identity.



INTRODUCTION

*Let the North of the globe, the Arctic, become a zone of peace. Let the North Pole be a pole of peace.*¹

Mikhail Gorbatchev

Discours à Mourmansk, 1 octobre 1987

La région arctique procurait auparavant une certaine protection naturelle aux pays nordiques dû à sa vaste étendue et à son climat hostile, suscitait peu d'intérêt et de convoitise et était difficilement accessible. Elle est désormais en rapide évolution; le réchauffement climatique promet de transformer considérablement la région et les habitants qui y vivent. Avant tout une zone géostratégique d'importance durant la Guerre froide, l'intérêt de nombreux pays pour la région s'accroît graduellement depuis la fin des années 80 pour deux raisons purement économiques. La fonte des glaces rend possible l'exploitation de réserves pétrolières, gazières, minières et halieutiques potentiellement importantes et elle ouvre de nouvelles routes de navigation (à travers les passages du Nord-Ouest et du Nord-Est) promettant de réduire les coûts et certains risques associés au transport des marchandises. L'intérêt géopolitique pour la région avait également fait un bond important en 2007 lorsqu'une mission scientifique russe planta un drapeau national sur les fonds marins du pôle Nord, réaffirmant symboliquement du même coup les revendications russes dans la région².

Le 1er octobre 1987 à Mourmansk, Mikhail Gorbatchev, alors secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, prononça un discours d'une importance majeure pour l'Arctique, appelant à la « normalisation des relations internationales », à une « baisse drastique du niveau de confrontation militaire dans la région » et à la « coopération bilatérale et multilatérale » dans les domaines tels que l'exploitation des ressources, la recherche scientifique et la protection de l'environnement³. Peu de temps après, des initiatives et institutions multilatérales virent le jour afin de promouvoir la coopération et la coordination des activités dans la région, dont la Stratégie pour la protection de l'environnement arctique (SPEA) en 1991 sous l'initiative de la Finlande, puis le Conseil de l'Arctique, créé en 1996 sous l'initiative du Canada (et du soutien/leadership de la Russie⁴). Bien que seulement cinq pays aient un accès direct à l'océan Arctique (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège, Russie – surnommés les « *Arctic Five* »), trois autres pays sont

1 GORBACHEV, M., *Speech in Murmansk at the ceremonial meeting on the occasion of the presentation of the Order of Lenin and the Gold Star to the city of Murmansk*, Murmansk, 1 octobre 1987, p. 4

2 La Russie considère la dorsale de Lomonossov comme une extension de son plateau continental, ce qui permettrait d'élargir sa zone économique exclusive (ZEE) au-delà de 200 milles marins des côtes. Le Canada et le Groenland (par l'entremise du Danemark) revendiquent également la zone comme extension de leur territoire.

3 GORBACHEV, M., op. cit., p. 1, 4, 5, 6

4 Tom Axworthy soulignait sur la création de la SPEA et du Conseil de l'Arctique que: « Large powers – and even more so superpowers – are consumed with worry about credibility and prestige. [...] Innovation in the international system often depends upon middle powers creating an agenda, and then hoping that the powerful can be persuaded to come onboard »; tiré de AXWORTHY, T.S., *Changing the Arctic Paradigm from Cold War to Co-Operation: How Canada's Indigenous Leaders Shaped the Arctic Council*, Yearbook of Polar Law, Volume 5, 2013, p. 38



également considérés comme « nations arctiques » et font partie des États membres du Conseil (Finlande, Islande, Suède). À ce forum s'ajoute en tant que « participants permanents » les six associations représentant les peuples autochtones⁵, puis ceux qui ont un statut « d'observateur » dont entre autres l'Angleterre, la France mais aussi des États plus lointains comme le Japon, la Chine, la Corée du Sud, Singapour et l'Inde. Le nombre grandissant d'acteurs sur la scène arctique signale l'importance géopolitique et géostratégique qu'aura la région dans le futur – même si le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est semblent présentement susciter le plus d'inquiétude pour les années à venir. La bascule de l'équilibre des puissances – de l'Occident vers l'Orient – qui s'effectue depuis l'après guerre froide aura également une influence majeure sur les relations internationales et les rivalités potentielles dans la région.

Le Canada occupe une place importante parmi les nations arctiques en partie dû à l'étendue de son territoire situé dans la région arctique, aux nombreuses ressources qui s'y trouvent ainsi qu'au passage du Nord-Ouest qui traverse l'archipel arctique canadien. Selon Hugh Segal, l'Arctique occupe également une place importante dans le cœur des Canadiens:

Il est rare qu'un territoire si peu visité revête une si grande importance sur les plans émotif, spirituel et personnel pour tant de gens. Voilà pourtant bien une description modérée de la relation qui existe entre la population canadienne et ses régions arctiques : une relation passionnée, possessive, patriotique et nationaliste, que seul notre amour du hockey parvient à surpasser.⁶

Les gouvernements, y voyant probablement un certain capital politique potentiel, ont commencé à s'intéresser davantage à la région. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait pris des mesures d'investissement concrètes pour réaffirmer l'intérêt et la souveraineté du Canada dans l'Arctique et avait publié en 2009 la *Stratégie pour le Nord du Canada: Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir*.

La littérature sur les enjeux arctiques est devenue très vaste depuis les vingt dernières années. De nombreux ouvrages se concentrent sur l'analyse des enjeux, des opportunités, des risques et tentent de prédire les probabilités de confrontations militaires. L'objectif de ce mémoire est tout autre; il s'agit ici d'examiner la **rhétorique géopolitique au service de la politique identitaire canadienne** dans le cas de l'Arctique. Il semble nécessaire d'emblée de définir quelques termes afin de bien saisir les nuances de la question à étudier.

La *rhétorique* dans ce contexte est d'abord « l'art [et la science] de présenter les idées (les arguments) de la manière la plus persuasive possible (le but est de convaincre)»⁷. Selon Robrieux, le discours politique « est toujours rhétorique, tendu vers la persuasion, soit parce qu'il faut se mettre à la portée du public (cas de la pédagogie) soit parce qu'il existe un antagonisme (cas du judiciaire), ou au moins des divergences de vue (cas du délibératif)»⁸. Les communications politiques servent d'abord à informer, influencer et à convaincre un auditoire interne (e.g. la population canadienne) et des auditoires externes (e.g. les autres États –

5 Les « participants permanents » du Conseil de l'Arctique sont : Aleut International Association (AIA), Arctic Athabaskan Council (AAC), Gwich'in Council International (GCI), Inuit Circumpolar Council (ICC), Russian Association of Indigenous Peoples of the North (RAIPON) and Saami Council (SC)

6 Préface par Hugh SEGAL dans l'ouvrage : GRIFFITHS F., HUEBERT R., LACKENBAUER W., *Le Canada et l'Arctique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015, p. 1

7 Du site *Études littéraires* : <http://www.etudes-litteraires.com/figures-de-style/rhetorique.php> (consulté le 18 nov 2016)

8 ROBRIEUX, J.-J., *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris, Dunod, 1993, p. 39



leurs dirigeants et leurs populations).

Pour ce qui est de la *géopolitique*, Olivier Zajec propose la définition suivante :

[L' étude des] inerties physiques et humaines qui affectent les comportements politiques internes et externes des États. Faisant la part des coopérations et des oppositions entre unités politiques, elle éclaire les fondements des actions pacifiques ou guerrières qui, par l'occupation, la défense ou l'aménagement d'espaces déterminés, cherchent à assurer la pérennité d'une communauté dans l'histoire.⁹

On peut en arriver ainsi à une définition large de la *rhétorique géopolitique* comme étant l'ensemble du discours, des arguments et des communications d'un État au service de ses aspirations géopolitiques (la rhétorique comme instrument de la géopolitique). Son comportement géopolitique étant basé sur deux facteurs interdépendants : physique (géographique) et humain (identitaire)¹⁰.

Pour ce qui est de la *politique identitaire*, Anne Phillips affirme qu'elle « est aujourd'hui à la fois ce qui nous définit et ce que nous souhaitons mettre à distance¹¹ ». Elle vise la création et le partage d'une identité nationale commune, et au Canada d'une identité distincte des celles des États-Unis. La politique identitaire s'exprime souvent à travers la politique étrangère.

Pour traiter du lien qui existe entre la *rhétorique géopolitique* et la *politique identitaire canadienne*, ce travail examinera le rôle distinct de trois principaux acteurs dans le cas de l'Arctique: 1) le gouvernement fédéral; 2) les médias; et 3) les Forces armées canadiennes. Ce travail tentera de démontrer que chacun d'entre eux, d'une manière différente, contribue à définir la *politique identitaire canadienne*, et du même coup à influencer sur l'*unité nationale* du pays. Du même coup, il s'agira d'examiner s'il existe un écart entre la rhétorique géopolitique canadienne sur la scène nationale, internationale et la réalité des démarches gouvernementales dans les instances bilatérales et multilatérales.

La première partie du travail traitera de la rhétorique géopolitique du gouvernement fédéral. Pour ce faire, il s'agira d'abord d'examiner les différents « imaginaires » qui façonnent l'opinion publique, puis ensuite comment les symboles, les mythes, et le discours influencent les attitudes et comportements des populations. Il s'agira ensuite d'examiner plus concrètement comment les récents gouvernements ont utilisé la rhétorique et les stratégies de communication pour influencer sur la perception et le comportement de leurs auditoires dans le cas de l'Arctique.

La deuxième partie traitera du rôle joué par les médias et ce qui concerne l'interprétation et la diffusion de cette rhétorique. Pour ce faire, les théories de *l'agenda-setting* et « des cadres » (*frame theory*) seront utilisées pour examiner comment les médias à leur tour servent à façonner les messages en ce qui concerne la géopolitique de l'Arctique.

9 ZAJEC, O., *Introduction à l'analyse géopolitique : histoire, outils, méthodes*, Monaco, Édition du Rocher, 2016, 3e édition, p. 25

10 *Ibid.*, p. 101

11 PHILLIPS, A., *La politique identitaire: faut-il tourner la page?*, Cahiers du Genre 2002/2 (no. 33), p. 43



La troisième partie examinera le rôle historique joué par les Forces armées canadiennes dans le Grand Nord. Il s'agira plus précisément d'analyser l'impact qu'elles ont eu, et qu'elles ont toujours, sur la géopolitique de l'Arctique et comment elles contribuent à leur façon à servir les objectifs politiques et la politique identitaire canadienne.



PARTIE I - LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

*Reason persuades, emotion motivates.*¹

James Farwell,
The Art of Strategic Communication, 2012

Les « imaginaires »

Peu de Canadiens peuvent affirmer avoir déjà visité l'Arctique. Néanmoins, pour beaucoup d'entre eux, la question arctique semble susciter des passions, raviver la fierté identitaire et particulièrement attiser les ferveurs nationalistes lorsque l'on aborde la question de la souveraineté du territoire. N'ayant jamais mis les pieds à l'intérieur du cercle polaire ou même dans l'un des trois territoires canadiens, les citoyens du sud (i.e. des provinces) doivent s'approprier une vision de l'Arctique basée sur la parole d'autrui, la vidéographie et la photographie. C'est à partir de ces éléments, puis des prédispositions et grilles d'analyse qui leurs sont propres, qu'ils se construisent un imaginaire de ce que représente l'Arctique pour eux.

Benedict Anderson, dans son livre *Imagined Communities* sur l'origine et l'essor du nationalisme, affirmait que les nations sont forcément des « communautés imaginées » parce que « même les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leur concitoyens: [...] bien que dans l'esprit de chacun vive l'image de leur communion »². Les nations dépendent donc de l'*imagination* de valeurs, de croyances et d'attitudes communes chez leurs citoyens. Sur la théorie avancée par Anderson, Carina Keskitalo affirme également que :

[...] les nations doivent démontrer qu'elles sont différentes des autres régions (justifiant ainsi leur existence) et elles doivent donc se construire une identité propre – et à cette fin une rhétorique. La rhétorique ici sert à créer un sentiment d'appartenance et d'identité parmi des unités disparates.³

La théorie d'Anderson est particulièrement intéressante et pertinente dans le cas de nations arctiques comme le Canada, les États-Unis et la Russie, lorsque l'on considère leur vaste territoire (un facteur déterminant de leur identité nationale), la diversité ethnique et la dispersion géographique de leur population. Pour ces trois pays, les populations du sud et du nord ont des *réalités* et des *imaginaires* bien différents d'où l'importance toute particulière de la rhétorique nationale et de la politique identitaire.

1 FARWELL, J., *Persuasion and Power: The Art of Strategic Communication*, Washington DC, Georgetown University Press, 2012, p. xviii

2 ANDERSON, B., *L'imaginaire national: Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, p. 19

3 [Traduction libre de: "Nations depend on demonstrating that they are different from other areas (thereby justifying their existence), so they need to construct an identity for themselves – and to that end construct a discourse. Discourse here serves to create belonging and identity among what may be disparate units"] KESKITALO, C.H., *The role of discourse analysis in understanding spatial systems*, Chapter 21, p. 426 dans JENSEN, L., HØNNELAND G., *Handbook of the Politics of the Arctic*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 617



Steinberg, Tasch et Gerhardt, dans leur livre *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, décrivent les *imaginaires* comme étant « les constellations d'idées [...] à propos de ce que l'Arctique est, et ce qu'elle peut être »⁴ et proposent une classification en six catégories. Pour illustrer leur propos, il est utile ici de résumer trois de ces imaginaires bien répandus dans la psyché des Canadiens:

Imaginaire « Terra nullius »⁵: dans cet imaginaire, des nations expansionnistes seraient en mesure de prendre possession de parcelles de territoires inhabités, de cours d'eau ou encore de fonds marins dans la région arctique, en y revendiquant la souveraineté en plantant un drapeau sur le territoire, tel en était la pratique autrefois. Même si au niveau étatique il est généralement reconnu que cette pratique ne soit plus possible, Steinberg *et al.* suggèrent que « la crainte seule que d'autres croient en cette perspective [influence] non seulement la couverture médiatique mais également les énoncés et les actions de ceux responsables d'établir, d'interpréter et de mettre en application la politique arctique »⁶. Cet imaginaire fut sans nul doute ravivé en 2007 lorsqu'un drapeau russe fut déposé sur le sol marin du Pôle Nord. Cet événement, qui sera analysé un peu plus loin, permettra de mieux comprendre la stratégie de communication et la rhétorique employées par le Canada et la Russie.

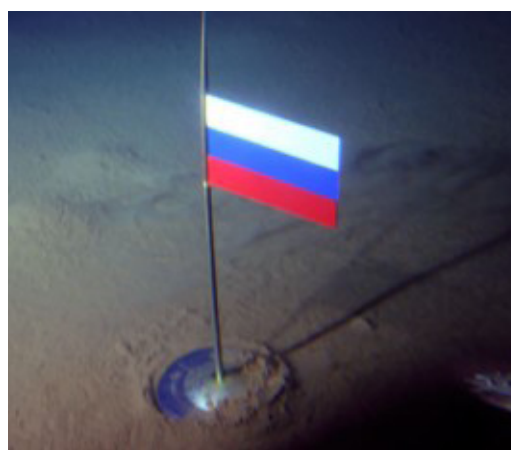


FIGURE 1 - LA RUSSIE DÉPOSA EN 2007 UN DRAPEAU AU PÔLE NORD

Imaginaire « Resource Frontier »: ici, la région est perçue comme un vaste territoire possédant d'innombrables ressources pouvant être acquises et exploitées par quelconques entités (publiques ou privées) étant assez rapides pour s'en emparer. La réalité est pourtant bien différente: « la majorité de l'Arctique – ou du moins ses ressources – sont sous juridiction souveraine des états arctiques littoraux »⁷, même si ajoute Steinberg qu'il existe certains « trous de souveraineté »⁸.

Imaginaire « Nature Reserve » : « un imaginaire environnementaliste qui voit l'Arctique comme un espace dont la nature est immaculée mais en danger, et donc qui devrait être gouverné selon une éthique

4 [Traduction Libre de: “The constellations of ideas [...] about what the Arctic is, and what it can be, are what in this book we are terming imaginaries”] STEINBERG P., TASCH J., GERHARDT H., *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, London, I.B. Tauris, 2015, p. 6

5 Locution latine signifiant « terre n'appartenant à personne » (*nobody's land*)

6 [Traduction Libre de: “...informing not just media coverage but also the statements and actions of those responsible for making, interpreting and implementing Arctic policy”] STEINBERG P., *et al.*, *op. cit.*, p. 16

7 [Traduction Libre de: “...most of the Arctic – or at least its resources – are under the sovereign jurisdiction of Arctic rim states”] STEINBERG P., TASCH J., GERHARDT H., *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, London, I.B. Tauris, 2015, p. 92

8 [Traduction Libre de: “sovereignty holes”] *ibid.*, p. 99



qui transcende la prérogative (et les idéaux développementalistes) de l'État souverain »⁹. Ici, la vision est normalement celle d'un ours polaire à la dérive sur une banquise, de phoques et de narvals, de neige et de glace à perte de vue. Cet imaginaire est évidemment partagé par les groupes environnementaux (e.g. *Greenpeace*, *World Wildlife Fund*) qui tentent de prévenir le développement économique de la région, ou dans leur version plus modérée, d'en assurer un développement durable en protégeant cet habitat fragile.

Ces différents imaginaires (quelques-uns parmi plusieurs), parfois conflictuels, ont été façonnés au cours du temps par la rhétorique, les événements géopolitiques, leur couverture médiatique, la cinématographie, les images, etc. Du point de vue individuel des citoyens, la vision qu'ils ont de l'Arctique n'est pas fixe, c'est-à-dire qu'elle est malléable. Il est alors possible pour le politique d'influencer l'opinion publique en agissant sur l'imaginaire, surtout quand la majorité des gens ont une réalité drastiquement différente de celle de l'imaginaire en question. La prochaine section examinera divers moyens à la disposition des gouvernements et des organisations publiques ou privées afin d'atteindre leurs objectifs politiques.



FIGURE 2 - PLATEFORME PÉTROLIÈRE
RUSSE



FIGURE 3 - DES OURS POLAIRES SUR
UNE BANQUISE

Les symboles, les mythes, et le discours

Les imaginaires sont formés non pas à partir de la simple pensée créatrice, mais bien à partir de morceaux d'information sporadiques qui nous sont communiqués à travers différents médiums; leur degré d'impact et d'influence dépendants du fond et de la forme, mais également des caractéristiques du sujet qui les reçoit. Tel qu'évoquée dans la section précédente, la simple image d'un ours polaire pris au piège sur une banquise à la dérive, victime du réchauffement climatique, se révèle très puissante et évocatrice pour l'imaginaire de la « réserve naturelle », et particulièrement efficace lorsque mise en opposition avec la vision du développe-

⁹ [Traduction Libre de: "...an environmentalist imaginary that views the Arctic as a space whose nature is pristine but endangered, and that therefore should be governed according to an ethic that transcends the prerogative (and the developmentalist ideals) of the sovereign state"] *ibid.*, p. 16



ment industriel et de l'exploitation des ressources de la région. Il n'est donc pas surprenant que l'ours polaire soit souvent utilisé comme image ou symbole par les groupes environnementalistes, les scientifiques, les journalistes et les cinéastes.

James Farwell, dans son livre intitulé *Persuasion and Power: The Art of Strategic Communication*, souligne que:

[Les] symboles ont une importance particulière pour la politique identitaire, et dans le monde d'aujourd'hui, l'identité motive l'activité politique. Elle permet au gens de créer des liens, de partager un sens de défense d'une cause, et de se rassembler autour de valeurs communes. Les symboles peuvent fournir des points de référence pour ancrer une campagne. Ils peuvent aider à exprimer l'identité.¹⁰

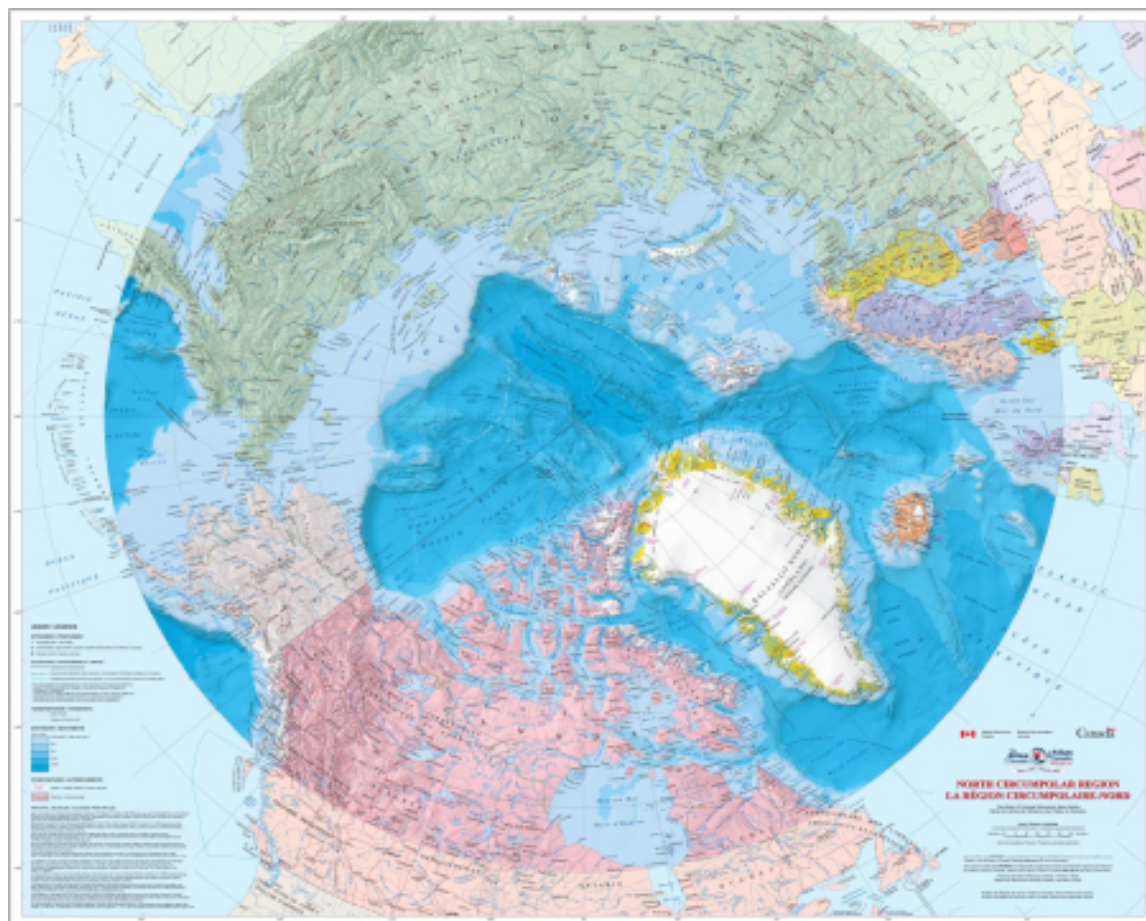


FIGURE 4 - LA RÉGION CIRCUMPOLAIRE-NORD

10 [Traduction libre] "Symbols matter especially for identity politics, and in today's world, identity motivates political activity. It enables people to forge bonds, share a sense of cause, and rally around common values. Symbols can provide points of reference that ground a campaign. They can help express identity", FARWELL, J., *Persuasion and Power: The Art of Strategic Communication*, Washington DC, Georgetown University Press, 2012, p. 59

Toutes les nations utilisent des *symboles*¹¹ pour se donner une identité propre mais également pour se différencier de leurs voisins. Au Canada, les symboles officiels comprennent entre autres le drapeau national, l'hymne national (dont la version anglaise révèle le caractère identitaire nordique du pays: *With glowing hearts we see thee rise, The True North strong and free!*), la devise *A Mari Usque Ad Mare* (« d'un océan à l'autre » - un reflet d'une caractéristique géopolitique déterminante), le castor « comme symbole de la souveraineté du Canada » et sans oublier le hockey comme sport national d'hiver¹². Outre les symboles officiels, il existe plusieurs autres symboles ou éléments distinctifs qui sont synonymes de fierté nationale ou représentatifs de l'identité nationale canadienne: la grandeur du territoire (2e au monde en superficie) et sa représentation cartographique (particulièrement évocatrice vue du Pôle Nord), l'abondance en richesses naturelles (eau potable, forêts, ressources minières et énergétiques), son multiculturalisme et sa diversité. À cette liste sommaire, on pourrait également y ajouter la région arctique, ses populations Inuits et les ours polaires. On peut facilement concevoir que tous ces symboles nationaux seront utilisés par le gouvernement et joueront un rôle central dans les célébrations du 150e anniversaire du pays qui se tiendront tout au cours de l'année 2017. Tel que souligné par Farwell, ils serviront de « points d'ancrage » pour « exprimer l'identité » canadienne et la renforcer.

Pour ce qui est des *mythes*, Justin Massie et Stéphane Roussel dans leur article *Au service de l'unité: le rôle des mythes en politique étrangère canadienne*¹³, suggèrent qu'en politique étrangère canadienne (PEC) ils ne sont pas une « construction accidentelle » mais qu'ils ont comme « fonctions identitaires principales [...] de contribuer à l'unité nationale [et d'établir] une personnalité internationale distincte des autres États, et en particulier des États-Unis¹⁴ ». Les auteurs affirment également que « ce sont plus particulièrement les élites politiques qui possèdent l'autorité et la légitimité nécessaires, les ressources et, surtout, l'intérêt pour [produire les mythes]¹⁵ ». L'article examine plus précisément trois mythes bien répandus en ce qui a trait à la PEC : le Canada en tant que « paisible royaume », « champion du maintien de la paix » et « médiateur ». Sur la politique étrangère, les auteurs suggèrent « que plusieurs des images qu'entretiennent les citoyens (et bon nombre de dirigeants politiques) » ne sont pas un reflet de la réalité mais « tiennent en fait du mythe »¹⁶. On examinera subséquemment, si certains *mythes* existent également en ce qui a trait à l'Arctique.

Farwell définit la communication stratégique comme étant « l'usage des mots, gestes, images, ou symboles pour influencer l'attitude et les opinions d'auditoires cibles pour façonner leur comportement dans le but de faire avancer des intérêts ou des politiques, ou pour atteindre des objectifs »¹⁷. Il offre dans son ouvrage onze préceptes pour mener à bien une campagne d'influence dans le cadre de la communica-

11 Le mot « symbole » provient du grec *symbolon* et signifie « mettre ensemble, réunir ». Source: <http://www.cnrtl.fr/etymologie/symbole>

12 Patrimoine canadien, page internet sur les *Symboles officiels du Canada*, <http://canada.pch.gc.ca/fra/1444070816842> [consulté le 19 février 2017]

13 MASSIE, J., ROUSSEL S., *Au service de l'unité : Le rôle des mythes en politique étrangère canadienne*, Canadian Foreign Policy Journal, Volume 14, Issue 12, 2008, pp. 67-93

14 *Ibid.*, p. 67

15 *Ibid.*, p. 70

16 *Ibid.*, p. 67

17 [Traduction libre de: “*the use of words, actions, images, or symbols to influence the attitude and opinions of target audiences to shape their behavior in order to advance interests or policies, or to achieve objectives*”] FARWELL, J., *Persuasion and Power: The Art of Strategic Communication*, Washington DC, Georgetown University Press, 2012, p. xviii



tion stratégique. Il serait intéressant dans le cadre d'un travail plus exhaustif d'examiner l'efficacité de la stratégie arctique des gouvernements (e.g. du gouvernement Harper 2006-2015) selon la méthodologie proposée par Farwell. Par contre, dans le cadre plus limité du présent travail, il sera intéressant d'examiner la rhétorique géopolitique en ce qui concerne l'Arctique, en se limitant à l'utilisation de quelques préceptes proposés par Farwell¹⁸:

No.3: Concevoir une stratégie qui permet d'atteindre la victoire. [...] La stratégie peut intégrer l'action militaire, politique, économique et diplomatique;

No.5: Cadrer [*frame*] les problématiques et les acteurs, créer un message qui trouve un écho [chez les gens] et définir les enjeux;

No.6: Identifier et mobiliser des messagers crédibles.

En résumé, les symboles, les mythes et le discours peuvent être utilisés dans le cadre d'une campagne de communication stratégique. Ils peuvent être utilisés pour convaincre, influencer, façonner les attitudes et les comportements, altérer les *imaginaires* et construire l'identité d'un peuple ou d'une nation. La prochaine section tentera d'analyser comment le gouvernement se sert des imaginaires et de la communication stratégique – et ses outils – dans le cas de l'Arctique pour non seulement avancer son agenda de politique nationale, de politique étrangère mais également de la politique identitaire du pays.

Rhétorique et stratégie de communication

L'histoire du Grand Nord canadien en est une entremêlée d'événements maritimes marquants, de crises politiques occasionnelles et de périodes de développement sporadiques. Ce coin reculé du pays a, de façon épisodique, marqué la scène politique et fait les manchettes des journaux, avant à de retomber dans l'oublie. Au cœur de ces événements se trouvaient souvent les enjeux de *souveraineté* et de *sécurité*.

Même si la souveraineté territoriale du Canada sur l'archipel arctique est généralement bien reconnue par la communauté internationale, elle continue d'être remise en question à certains endroits. En effet, il existe à présent trois litiges sur des territoires ou zones maritimes: 1) avec les États-Unis dans la Mer de Beaufort à propos de la délimitation des zones maritimes de chaque pays entre le Yukon et l'Alaska; 2) avec le Danemark concernant la petite île de Hans que tous deux revendiquent, située en plein milieu du détroit de Nares; et 3) avec plusieurs États, dont les États-Unis, sur le statut du passage du Nord-Ouest (le Canada décrétant qu'il s'agit de ses eaux intérieures, contrairement à la position adverse qualifiant le passage d'un détroit international avec le privilège de libre passage associé). Il est également possible qu'il existe dans le futur des

18 [Traduction libre de: "No.3 Forge a strategy that enables victory. [...]Strategy may integrate military, political, economic, and diplomatic action; No.5 [...] framing the issues and players, creating a message that resonate, and defining the stakes; No.6 Identify and mobilize credible messengers; No.9 Provide effective rebuttals to adversarial responses."] FARWELL, J., *Persuasion and Power: The Art of Strategic Communication*, Washington DC, Georgetown University Press, 2012, p. 144



différents entre certains des pays littoraux arctiques concernant leurs revendications respectives pour étendre leur plateau continental au-delà de 200 miles marins, en démontrant qu'il se prolonge sous l'océan au-delà de cette limite. Certains États pourraient alors bénéficier de droits d'exploitation supplémentaires sur les ressources situées sur leurs fonds marins et dans leur sous-sol (excluant les ressources halieutiques et autres organismes vivants dans la colonne d'eau). En ce moment, la Russie, le Danemark et le Canada revendiquent tous la dorsale de Lomonosov comme étant un prolongement de leur territoire. Le Canada s'affaire depuis 2003 à définir les limites de son plateau continental et devrait officiellement soumettre en 2018 ses revendications auprès de la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies¹⁹.

Ces contentieux ne datent pas d'hier et sont périodiquement remis en lumière lors d'actions étrangères défiant les positions juridiques du Canada; le gouvernement canadien ne perdant jamais beaucoup de temps pour répliquer. Concernant le passage du Nord-Ouest, on note les voyages du superpétrolier américain *Manhattan* en 1969 qui avait conduit le Premier ministre de l'époque, Pierre Trudeau, à adopter en 1970 la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* et de mettre une emphase particulière sur la surveillance et le contrôle de la région arctique dans le *Livre blanc de la Défense* de 1971. Puis à l'été 1985, c'était au tour du brise-glace américain *Polar Sea* d'en faire la traversée, poussant le gouvernement canadien peu de temps après à décréter l'application du principe des « lignes de bases droites » pour délimiter la souveraineté sur le territoire et les eaux de l'archipel arctique canadien, établissant également « qu'aucun droit de passage innocent n'existe dans les nouvelles eaux intérieures du passage du Nord-Ouest »²⁰. À ce sujet, Joe Clark, ministre des Affaires étrangères de l'époque, avait proclamé que :

L'exercice de la juridiction fonctionnelle sur les eaux arctiques est **essentiel aux intérêts canadiens**. Mais il ne saurait, en aucun cas, remplacer l'exercice de la pleine souveraineté du Canada sur les eaux de l'archipel arctique. Seule la pleine souveraineté protège la gamme complète des intérêts du Canada. La **pleine souveraineté est vitale pour la sécurité** du Canada. Elle est **vitale pour le peuple Inuit**. Elle est **vitale même pour l'identité nationale** du Canada [nous soulignons].²¹

Cette rhétorique marquait l'importance « vitale » de la souveraineté sur la région pour assurer la sécurité du territoire et celle de ses populations, mais également pour l'identité nationale du pays. À ce jour, les États-Unis (et d'autres pays) ne reconnaissent toujours pas les revendications canadiennes et maintiennent que le passage du Nord-Ouest constitue un détroit international. Cette position s'explique facilement par le fait que le gouvernement américain ne voudrait pas créer de précédent juridique en accordant au Canada cette revendication, par crainte de mettre en cause ou d'affaiblir le statut d'autres détroits internationaux critiques aux États-Unis. Même si les deux gouvernements se sont en général contentés d'éviter la question ces dernières années, les documents stratégiques américains, dont ceux de la *US Navy*, continuent de pour-

19 « La Commission est un organisme de 21 experts établi conformément à l'article 2, Annexe II à la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer. [...] La Commission fait des recommandations aux États côtiers sur les questions liées à l'établissement des limites extérieures de leur plateau continental en fonction des informations soumises par ces États. Ces recommandations sont fondées sur les données scientifiques et techniques et autres documents fournis par les États en application de l'article 76 de la Convention » Source: <https://www.un.org/press/fr/2016/mer3029.doc.htm>

20 GRIFFITHS F., HUEBERT R., LACKENBAUER W., *Le Canada et l'Arctique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015, 418 p. - Chapitre 2 - *De la ruée polaire à la saga polaire : pour une approche stratégique intégrée*, par P. Whitney Lackenbauer, p. 133

21 Citation originale de Canada, *Débats de la Chambre des communes*, vol. 5, p. 6463 (10 septembre 1985), tirée de Défense nationale, *Les eaux arctiques canadiennes : de la théorie des secteurs à celle des eaux historiques*, Ottawa



suivre comme objectif stratégique la « préservation de la liberté des mers dans l'océan Arctique »²² avec l'intention « d'exécuter des opérations de liberté de navigation [dans l'Arctique] pour défier les revendications excessives »²³. Il ne fait aucun doute que ce litige fera surface dans les prochaines années avec la fonte des glaces et le passage qui deviendra navigable pour une plus longue période chaque année.

Pour ce qui est de la petite île de Hans (1.3 km²), située dans le passage Kennedy du détroit de Nares, entre l'île canadienne d'Ellesmere et le Groenland qui appartient au Danemark, elle demeure toujours convoitée par les deux pays. Lors de la signature d'un accord en 1973 entre les deux pays pour délimiter leurs plateaux continentaux (et du même coup leurs frontières maritimes), l'île de Hans en avait été exclue. A quelques reprises depuis ce temps, des drapeaux nationaux ont été plantés sur l'île afin de réaffirmer la souveraineté de chaque pays, allant même jusqu'à la visite du Ministre canadien de la Défense Bill Graham en 2005, défiant clairement la position danoise. Le Danemark répliqua aussitôt en écrivant une lettre de protestations au gouvernement canadien exprimant que l'île leur appartenait et en envoyant un navire près de l'île. Finalement, en septembre 2005, les deux pays publièrent une déclaration conjointe affirmant leur engagement afin de résoudre de façon pacifique le différend²⁴. Même si la petite île de Hans apparaît à première vue sans grande importance géostratégique ou économique, il semblerait qu'elle soit perçue pour le Canada (mais aussi pour le Danemark), comme étant une bataille importante dans la guerre de souveraineté que le Canada mène dans l'Arctique; une défaite pouvant potentiellement affaiblir d'autres revendications. Malgré la rhétorique et les actions parfois jugées agressives, Michael Byers souligne dans son livre *Who Owns the Arctic* que les deux côtés maintiennent un sens de l'humour durant la querelle, en donnant comme exemple les militaires danois qui laissent une bouteille de Schnapps sur l'île et les Canadiens une bouteille de Canadian Club lors de leurs visites²⁵. Ce litige également « sur la glace » devra éventuellement être réglé. Pendant ce temps, les deux pays continuent de coopérer dans divers domaines dans la région, dont l'exploration scientifique et la recherche et sauvetage.

Pour ce qui est du troisième litige impliquant les États-Unis et le Canada dans la Mer du Beaufort, datant de presque 200 ans, il est causé par une différente utilisation de principe pour délimiter la frontière maritime entre l'Alaska et le Yukon. En effet, tandis que le Canada maintient que la frontière maritime devrait être un prolongement de la frontière terrestre séparant les deux territoires le long du 141^e méridien, les États-Unis préfèrent l'utilisation du principe de l'équidistance qui produit une frontière tracée en utilisant des points situés à égale distance de la ligne de base de chaque côte. Bien entendu, chaque État préfère la méthode lui conférant davantage de territoire, dans une zone potentiellement très riche en hydrocarbures. Le fait que les États-Unis ne soient pas signataires de la Convention de Montego Bay de 1982 complique la résolution de ce conflit. Les possibilités d'exploitation grandissantes dans la région forceront tôt ou tard les négociations entre les deux pays qui jusqu'à maintenant ont préféré généralement mettre le litige de côté.

22 Department of the Navy (Chief Naval Operations), *U.S. Navy Arctic Roadmap 2014-2030*, February 2014, p. 9

23 Department of Defense, *Report to Congress on Strategy to Protect United States National Security Interests in the Arctic Region*, United States, December 2016, p. 11

24 *Canada-Denmark Joint Statement on Hans Island* (2005), <http://byers.typepad.com/arctic/canadaden-mark-joint-statement-on-hans-island.html> [consulté le 4 février 2017]

25 CAMPBELL, J., *Hans Island deal downplayed*, *The Ottawa Citizen*, 31 mai 2012, <http://www.ottawacitizen.com/news/Hans+Island+deal+downplayed/6475505/story.html>



Il sera maintenant intéressant d'examiner plus en détails la période entourant « l'incident » du drapeau russe du 2 août 2007, soit la période entre juillet 2007 et mai 2008 : débutant avec une annonce médiatique du premier ministre Stephen Harper à Esquimalt, Colombie-Britannique, le 9 juillet 2007, puis se terminant par la *Déclaration d'Ilulissat* le 28 mai 2008. L'analyse de cinq événements d'importance durant cette période permettra de mieux comprendre la rhétorique du gouvernement canadien, mais également russe : deux pays arctiques ayant probablement le plus de points et d'intérêts en commun dans la région mais qui semblent vouloir se confronter sur la scène internationale.

En effet, le Canada et la Russie sont deux acteurs importants dans l'Arctique et sont similaires à plusieurs égards, notamment par : l'ampleur de leur territoire et leur Zone Économique Exclusive (ZEE) situés dans l'Arctique; les défis auxquels ils font face en termes de sécurité (surveillance et contrôle) et de recherche et sauvetage; l'abondance de leurs ressources naturelles et la possibilité de leur exploitation pour assurer la prospérité économique de leur pays respectif; et le fait que les deux possèdent une nouvelle voie de navigation (passage du Nord-Ouest et passage du Nord-Est respectivement) dont l'utilisation est convoitée par d'autres États et dont les prétentions nationales de leur statut juridique sont contestées. Ceci étant dit, il existe également des différences importantes entre les deux pays: la Russie a une très longue histoire d'exploration et de développement dans sa région arctique; et elle a la plus grande population du monde vivant dans l'Arctique, représentant environ 75% des quatre millions d'habitants (3% pour le Canada), et plus spécifiquement que cette population est composée de moins de 5% d'autochtones (50% pour le Canada)²⁶. Le comportement de la Russie est également influencé par des traumatismes historiques tels que la vente de l'Alaska aux États-Unis en 1867 pour une modique somme, la défaite de la Guerre froide et la dislocation de l'Union soviétique au début des années 90. Pour la Russie, la région est perçue comme étant une opportunité d'accroître davantage sa supériorité territoriale et d'atténuer en partie les pressions à l'Ouest causé par l'encerclement de l'OTAN et au Sud-Est par la pression démographique de la Chine. Pour toutes ces raisons et plus encore, l'Arctique a une importance significative sur l'identité nationale des deux pays. Comme le mentionne Marlene Laruelle dans son ouvrage intitulé *Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North*, pour la Russie « l'Arctique est également un outil important de valorisation de la marque de l'État [*nation-branding*] » et sert à la « réaffirmation du patriotisme comme outil pour favoriser la légitimité politique » du gouvernement de Vladimir Putin dans un contexte d'effort national qui tente de « cultiver un sentiment de fierté nationale et le renouveau du *derzhavnost* russe (*'great powerness'*) »²⁷. Tout comme la Russie, le Canada espère également utiliser sa région arctique pour faire du *nation-branding*, tout comme les gouvernements le font couramment avec le maintien de la paix et le multiculturalisme. Avec ces éléments en tête, examinons maintenant les événements qui ont marqué l'environnement arctique durant les années 2007 et 2008.

Débutons d'abord le 9 juillet 2007 à la base navale d'Esquimalt en Colombie-Britannique, par l'annonce du gouvernement conservateur de la construction de navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique (NPEA) et d'un port en eaux profondes pour les ravitailler. Lors de cette occasion, le ministre de la Défense Gordon O'Connor affirma la volonté du gouvernement de « fortifier les capacités du Canada afin de mieux protéger notre souver-

26 LARUELLE M., *Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North*, New York, M.E. Sharpe, 2014, p. 47

27 [Traduction libre de: "*The Arctic is also an important nation-branding tool*", "*the reassertion of patriotism as a tool fostering political legitimacy*", "*cultivate a sense of national pride, and the revival of the Russian derzhavnost ('great powerness')*"] *Ibid*, p. xviii et 9



aineté et notre sécurité » et de « posséder une marine sur trois océans »²⁸. Pour sa part, le premier ministre Stephen Harper tint les propos suivants:

Quand il s'agit de **défendre notre souveraineté** dans l'Arctique, le Canada a un choix : **soit l'exercer, soit la perdre**. Et soyons clairs, notre gouvernement entend l'exercer. Parce que l'Arctique canadien est au cœur de **notre identité nationale** en tant que **pays nordique**. Il fait partie de **notre histoire**. Et il représente le **potentiel immense de notre avenir**. [...] Pour défendre notre souveraineté nationale, rien n'est plus essentiel que de **protéger l'intégrité du territoire** : nos frontières, notre espace aérien et nos eaux. [...] Alors que les **routes du commerce** mondial empruntent la voie du Nord canadien et que **le pétrole, le gaz et les minéraux** de cette frontière deviennent plus **précieux**, le **développement des ressources** du Nord sera de plus en plus **critique pour notre pays** [nous soulignons].²⁹

L'expression « soit l'exercer, soit la perdre » qui a beaucoup plus de mordant dans sa version anglaise (« *use it or lose it* ») était déjà devenue un message clé dans la rhétorique du gouvernement conservateur. Rob Huebert soulignait que « cette phrase résonne avec les Canadiens du Sud en exploitant une anxiété nationale à propos de la souveraineté »³⁰. Le gouvernement tentait-il de faire appel à l'imaginaire d'un Arctique sous la menace étrangère; un *terra nullius* qui pourrait être conquis par d'autres États faute d'une occupation ou protection canadienne appropriée? Ou encore l'imaginaire du « *resource frontier* » d'un territoire se devant d'être exploité pour assurer la survie de la nation? Possiblement un peu des deux. On dénote également l'utilisation de symboles tels que le Canada comme « pays nordique » pour raviver la flamme identitaire. Pour refaire le lien avec le précepte no.5 de Farwell pour mener une campagne d'influence efficace, on peut observer que les propos de Stephen Harper rapportés plus haut réussissent à bien « cadrer [*frame*] les problématiques », à « créer un message qui trouve un écho [chez les gens] » et à « définir les enjeux ». Même si l'expression « *use it or lose it* » à été largement critiquée par les intellectuels pour son caractère alarmiste et sa propension à affaiblir la position juridique du Canada dans l'Arctique, on peut tout de même admettre que le message était probablement efficace auprès des principaux destinataires du message : les Canadiens. Pour sa part, Whitney Lackenbauer souligne que :

L'anxiété à l'égard de l'utilisation ou de la perte du patrimoine arctique est plus révélatrice de l'esprit canadien, en particulier d'un manque de confiance chronique, que des réalités objectives. Ce sentiment mène à une attention disproportionnée aux approches centrées sur la défense nationale au détriment d'initiatives sociales, économiques et diplomatiques de portée générale.³¹

28 [Traduction libre de: "the government's goal of a three-ocean navy."], de Défense nationale, *Speaking Notes for The Honourable Gordon J. O'Connor, PC, MP Minister of National Defence*, CFB Esquimalt, British Columbia, 9 July

29 Gouvernement du Canada, *Le Premier ministre Stephen Harper annonce de nouveaux navires de patrouille extracôtiers pour l'Arctique*, Communiqué de presse, Esquimalt, Colombie Britannique, 7 juillet 2007

30 [Traduction libre de: "Tapping into primordial national anxieties about sovereignty, this phrase resonates with southern Canadians..."] LACKENBAEUR, P.W., *The Emerging Arctic Security Environment: Research Program Report, 2010-15*, ArcticNet, 2015, p. 55

31 GRIFFITHS F., HUEBERT R., LACKENBAUER W., *Le Canada et l'Arctique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015, p. 123



D'un côté, la majorité des analystes s'entendent pour dire qu'il n'y a pas de menaces militaires à *court terme* dans l'Arctique. De l'autre côté, l'acquisition de systèmes militaires complexes et coûteux, tels la conception et la construction navale, sont typiquement de très longs processus pouvant prendre de 10 à 20 ans avant de finalement aboutir à une capacité militaire utilisable. Dans ce paradoxe, comment les gouvernements peuvent-ils faire pour assurer la défense de la souveraineté canadienne contre une menace militaire éventuelle, après qu'eurent échoué les moyens diplomatiques et juridiques? Les gouvernements sont-ils obligés d'accentuer les menaces et d'utiliser une rhétorique un peu « alarmiste » pour obtenir le soutien de l'électorat lorsqu'il s'agit de planification à moyen et à long terme telles que l'acquisition d'équipement militaire et la protection de l'Arctique canadien, au risque d'être critiqués par certains analystes? Si ce n'est pas essentiel, il en est par contre sûrement bénéfique afin d'augmenter la popularité, ou du moins l'*acceptabilité* de l'initiative ou du projet.

Le second événement marquant durant la période 2007-2008 nous amène droit au Pôle Nord, seulement quelques semaines après le premier événement, soit le 2 août 2007. Durant l'année polaire 2007, l'explorateur russe Arthour Chilingarov mena une mission dans l'Arctique avec le brise-glace à propulsion nucléaire *Rossiia* et le navire de recherche *Akademik Federov*, équipé des deux mini sous-marins trois-places Mir-1 et Mir-2. Ces derniers déposèrent un drapeau russe fait de titane sur le sol marin du pôle Nord, qui se trouve à coïncider avec la dorsale de Lomonosov, à une profondeur record³² de 4,261 mètres sous la calotte glaciaire.

Les véhicules effectuèrent également des prélèvements de sédiment du sol marin dans le but de prouver que la dorsale est en fait une continuation du plateau continental russe. Chilingarov avait proclamé que « l'Arctique est Russe. Ils nous faut prouver que le Pôle Nord est une extension du territoire russe »³³. Encore une fois, le Canada ne perdit pas de temps pour répliquer, avec le ministre de la Défense Peter Mackay affirmant que « vous ne pouvez pas aller autour du monde de nos jours pour y déposer un drapeau à quelque part, nous ne sommes pas au 14e ou 15e siècle »³⁴. Il affirma également que « nous avons établi il y a longtemps que ce sont les eaux canadiennes et que c'est la propriété du Canada. [...] La question de la souveraineté arctique n'est pas une question. C'est clair. C'est notre pays. C'est notre propriété. C'est notre eau... l'Arctique est Canadien »³⁵. Il est évident que les expressions contradictoires « l'Arctique est Russe » et « l'Arctique est Canadien » sont de grossières exagérations et déformations de la réalité; aucun pays ne « possédant l'Arctique » en entier. Comme l'ont souligné certains, les deux pays ont tendance à adopter une « rhétorique miroir », possessive et parfois agressive dans le cas de l'Arctique. Même si la mission scientifique russe n'était pas une surprise en soi, car tous les pays littoraux de l'Arctique conduisent des missions similaires pour mieux connaître leurs fonds marins dans le but de soumettre des revendications territoriales

32 Profondeur record pour une plongée habitée sous la glace

33 STEINBERG P., TASCH J., GERHARDT H., *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, London, I.B. Tauris, 2015, p. 20

34 [Traduction libre de: "You can't go around the world these days dropping a flag somewhere, this isn't the 14th or 15th century"] CBC News (auteur inconnu), *Russia plants flag staking claim to Arctic region*, 2 août 2007, <http://www.cbc.ca/news/world/russia-plants-flag-staking-claim-to-arctic-region-1.679445> [consulté le 15 février 2017]

35 [Traduction libre de: « We established a long time ago that these are Canadian waters and this is Canadian property... The question of sovereignty of the Arctic is not a question. It's clear. It's our country. It's our property. It's our water... The Arctic is Canadian. »] STEINBERG P., *et al.*, op. cit., p. 21



auprès des Nations-Unies, la pose d'un drapeau au pôle Nord était certainement provocatrice. Même si les analystes et les juristes sont d'accord pour dire que ce geste n'était que purement symbolique et qu'il n'avait aucun fondement juridique, n'empêche que l'utilisation de la pose d'un drapeau comme symbole était efficace. Comme le souligne Steinberg et al. suite à plusieurs entrevues effectuées auprès de diplomates et spécialistes de la question :

Plusieurs répondants ont exprimé leur croyance que les Russes avaient planté le drapeau à des fins de relations publiques, d'une part pour accroître l'enthousiasme pour l'exploration arctique (et l'investissement militaire et l'extraction des ressources) de la population russe et d'autre part pour signaler à la communauté internationale que la Russie demeurait un joueur engagé dans l'arène géopolitique arctique.³⁶

La même chose pourrait être dite de la rhétorique utilisée par Peter Mackay. Certains ont également comparé le geste russe avec l'alunissage d'Apollo 11 en 1969, lorsque les américains avaient planté leur drapeau sur la lune. La pose du drapeau au pôle Nord, qualifiée de « manœuvre politico-scientifique »³⁷ devait célébrer la réussite de la mission et l'exploit technologique d'avoir atteint le fond de l'océan arctique à plus de 4,200 km de profondeur. La réaction internationale fut similaire à celle de 1969 qui avait créé des craintes d'une « course à l'espace » (*space race*) entre l'Union soviétique et les États-Unis. Le geste de 2007 avait été perçu chez certains (et amplifié par les médias) comme le début d'une « course à l'Arctique » (*race for the Arctic*) entre les pays arctiques. La rhétorique employée par le Canada et la Russie visait sans aucun doute deux auditoires distincts – domestique et international – afin d'avancer leur agenda de politique étrangère, nationale et identitaire. Le symbole que représentait le drapeau en était un très puissant; même si vide de fondement juridique, il ravivait l'imaginaire du « *terra nullius* » et servait à rallier les populations autour de la défense de « leur Arctique ».

Le troisième événement important de souligner est la première édition de l'Opération NANOOK, exercice militaire qui eut lieu sur l'île de Baffin au Nunavut la semaine suivante, soit du 7 au 17 août 2007. Cet exercice qui sera discuté dans la troisième partie de ce travail, impliqua « environ 650 membres des Forces armées canadiennes, deux navires, un sous-marin et quatre types d'aéronefs »³⁸. Un déploiement de capacités militaires d'une telle envergure dans une région aussi lointaine et austère que le Nord canadien requiert une planification considérable (comparable à un déploiement outre-mer); c'est-à-dire que NANOOK ne pouvait pas être une réponse à l'incident du drapeau russe discuté précédemment. La première édition de cet exercice aurait été planifiée plusieurs mois à l'avance, afin d'en assurer un soutien logistique adéquat et plus particulièrement la disponibilité des capacités militaires en de-

36 [Traduction libre de: "Several respondents expressed their belief that the Russian had planted the flag for public relations purposes, both to increase enthusiasm for Arctic exploration (and military investment and resource extraction) among the Russian population and also to signal to the international community that Russia remained a committed player in the Arctic geopolitical arena"] STEINBERG P., TASCH J., GERHARDT H., *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, London, I.B. Tauris, 2015, p. 22

37 Radio-Canada, *Un drapeau russe sous le pôle Nord*, 1 août 2007, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/362297/pole-nord-russe> [consulté le 15 février 2017]

38 Défense nationale, *Opération NANOOK*, Ottawa, <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-canada-amerique-du-nord-recurrentes/op-nanook.page>, [consulté le 15 février 2017]



mande, tel le sous-marin. Néanmoins, le gouvernement canadien s'était probablement réjoui de la tenue de l'exercice peu de temps après l'événement du 2 août. Les exercices tels Op NANOOK sont organisés non seulement pour entraîner les membres des Forces armées canadiennes, les autres ministères et organismes y participant, et pour améliorer l'interopérabilité et la coopération entre eux, mais également pour projeter un message vers l'extérieur : que le Canada prend la souveraineté de son territoire au sérieux; et qu'il a l'équipement et l'expertise pour la défendre. Le premier ministre Harper en a également fait sa mission personnelle durant son mandat de visiter le Nord durant Op NANOOK chaque année pour amplifier ce message, à destination des Canadiens mais aussi des autres États. Tel que souligné par Lee Berthiaume :

Les voyages dans l'Arctique étaient un temps fort du calendrier annuel de Harper, et bien que souvent ils étaient tournés en dérision comme étant des opportunités photographiques glorifiées, les experts disent qu'ils étaient importants pour envoyer un message aux autres pays et attirer la rare attention du public – et du gouvernement – vers la région.³⁹

Ceux qui ridiculisaient les voyages de Harper comme étant des « opportunités photographiques glorifiées » étaient probablement trop sévères. Ces voyages annuels permettaient de fournir aux Canadiens du sud un bref aperçu d'une partie inconnue de leur nation trop souvent ignorée (et négligée). Ces images qui servaient entre autres à faire du *nation-branding* et à démontrer l'engagement du gouvernement envers l'Arctique et les Forces armées canadiennes, envoyait un message jugé important vers l'étranger.

Le quatrième événement d'importance pour le Canada fut le lancement le 15 août 2008, à Ottawa, de la mission de recherche pour trouver l'expédition perdue de Franklin. En 1845, le Britannique Sir John Franklin avait tenté avec ses deux navires, HMS *Terror* et HMS *Erebus*, de compléter la cartographie du passage du Nord-Ouest. La mystérieuse disparition de l'expédition la même année n'avait pas été élucidée jusqu'à très récemment. L'initiative lancée en 2008 par Stephen Harper s'inscrivait parfaitement dans la plateforme politique de son gouvernement pour la mise en valeur de la région arctique afin d'en réaffirmer l'intérêt et la nécessité nationale. L'annonce du lancement de la mission et les points de presse qui s'ensuivirent fut un exercice de communication stratégique à la fois pour un auditoire interne (la population canadienne) et externe (la communauté internationale). La mission de recherche tentait d'élucider l'un des plus grands mystères d'exploration maritime et même si sa disparition n'était certainement pas un mythe, elle avait sans doute une connotation mythique. Il s'agissait également d'une réaffirmation de la priorité du gouvernement de préserver sa souveraineté territoriale en renforçant ses revendications d'utilisation historique de la région. Le gouvernement conservateur bénéficia d'une victoire politique lorsque la mission fit la découverte d'HMS *Erebus* en 2014 près de l'île Victoria et d'HMS *Terror* deux ans plus tard au large des côtes de l'île King William, tous deux au Nunavut⁴⁰. En faisant un parallèle avec les préceptes de Farwell abordés

39 [Traduction libre de: "The Arctic trips were a highlight of Harper's annual calendar, and while they were often derided as glorified photo opportunities, experts say they were important for sending a signal to other countries and drawing rare public – and government – attention to the region"] BERTHIAUME, L., *Trudeau ends Harper's tradition of attending Arctic military exercise: Operation Nanook is viewed as the most important for asserting Canadian sovereignty*, CBC News, 29 août 2016, <http://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-arctic-harper-military-1.3739413>

40 Parcs Canada, *L'expédition de Franklin*, <http://www.pc.gc.ca/fra/culture/franklin/index.aspx>, [consulté le 3 février 2017]



à la section précédente, cette mission cadrerait bien dans la grande stratégie pour l'Arctique des conservateurs: la mission utilisait une approche pangouvernementale; impliquait plusieurs acteurs importants, dont les communautés Inuits, et permettait donc du même coup de mobiliser plusieurs « messagers » crédibles pour la communication médiatique; elle permettait de jouer sur l'imaginaire des gens avec les récits de la mystérieuse disparition des navires et du courage dont avait dû faire preuve les équipages pour tenter de survivre; et plus concrètement, permettait de publiciser la réaffirmation de la souveraineté historique du Nord canadien. John Ibbitson soulignait que « les conservateurs veulent réécrire les mythes nationaux canadiens, [...] ils voient le Grand Nord comme un endroit où les valeurs du Parti Conservateur de patriotisme, d'héroïsme, de ténacité, et d'adaptation à la terre et à la mer convergent – et Franklin représente parfaitement ce narratif »⁴¹. Il est peu probable que la découverte des épaves d'HMS *Erebus* en 2014 et d'HMS *Terror* en 2016 servira à renforcer la *souveraineté* du Canada dans l'Arctique. Par contre, la mission de recherche qui représentait un effort pangouvernemental important avec l'aide essentielle d'Inuits du Nunavut, servit encore une fois de médiatiser l'agenda du gouvernement conservateur dans l'Arctique et à façonner les imaginaires.

Finalement, l'événement culminant de cette période mouvementée de 2007-2008, eut lieu le 28 mai 2008, à Ilulissat au Groenland. À cette occasion, les représentants politiques des *Arctic Five* (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège, Russie) se sont réunis pour discuter et pour émettre conjointement la *Déclaration d'Ilulissat*. Les discussions concernant le cadre de cette déclaration avait d'abord été entamées en octobre 2007, soit quelques mois après l'événement du drapeau russe. Dans cette déclaration, les États affirmèrent des principes et des intentions d'importances :

En vertu de leur souveraineté, de leurs droits souverains et juridiction dans de larges zones de l'océan Arctique, les cinq États côtiers sont dans une position unique d'adresser ces possibilités et ces défis [environnementaux, sociétaux, économiques].

[...] nous rappelons qu'un vaste cadre légal s'applique à l'océan Arctique...notamment le droit de la mer... [et] nous demeurons engagé à ce cadre légal et au règlement ordonné de revendications qui pourraient possiblement se chevaucher. [...] Nous ne voyons pas de besoin de créer un nouveau régime juridique international pour gouverner l'océan Arctique.⁴²

Du même coup, les pays confirmèrent leur intention de « travailler ensemble » pour promouvoir la sécurité de la vie en mer, la coopération pour les missions scientifiques et environnementales et de continuer de contribuer activement au travail du Conseil de l'Arctique. Les cinq États côtiers voulaient d'abord rappeler aux autres États que la majorité de l'Arctique faisait déjà partie de leur juridiction – ou le deviendrait à travers leurs revendications faites auprès de la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies. Ils réaffirmèrent également que la

41 [Traduction libre de: “Conservatives want to rewrite Canada’s national myths, [...] They look to the far North as a place where the Conservative Party values of patriotism, heroism, toughness, and adaptation to the land and sea all come together – and Franklin fits in with that narrative perfectly.”] LONG, K., *Canada’s Prime Minister Is Obsessed With a Missing Explorer*, Slate, 19 May 2014

42 [Traduction libre], voir: *The Ilulissat Declaration*, Arctic Ocean Conference, Ilulissat Greenland, 27-29 May 2008, <http://www.arcticgovernance.org/the-illulissat-declaration.4872424.html> [consulté le 27 novembre 2016]



Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) et autres conventions et codes existants, étaient appropriés pour régir les délimitations territoriales et les activités dans l'Arctique, suggérant implicitement qu'ils étaient contre un traité international pour régir l'Arctique, tel est le cas pour l'Antarctique.

La *Déclaration d'Ilulissat* eu lieu seulement dix mois après l'événement du drapeau russe. La tension en Arctique avait certainement monté d'un cran entre temps. La rhétorique employée par le Canada et la Russie avaient fait augmenter les craintes d'une course à l'Arctique et d'une militarisation de la région. Tel que rapporté par Steinberg *et al.* dans leur ouvrage, la déclaration était davantage une réponse aux *perceptions* de ce qui se passait dans l'Arctique plus qu'aux *événements* qui avaient réellement lieu⁴³. Ils soulignaient également que « la prévalence d'images suggérant l'imaginaire du *terra nullius* [le drapeau russe] a menée à des politiques réactives qui sont promulguées avec comme but principal de *réfuter* l'imaginaire »⁴⁴. Tel était le cas d'Ilulissat.

Bien que la *Déclaration d'Ilulissat* fût un événement géopolitique important, elle est plutôt passée inaperçue auprès des populations. En effet, il serait prudent d'avancer qu'aujourd'hui les événements conflictuels entourant la pose du drapeau russe sont beaucoup plus présents dans l'esprit des gens que la déclaration de coopération qui eu lieu un an plus tard. Les images (à l'opposé des mots) et les événements générant une plus forte réponse émotionnelle restent normalement gravés plus longtemps dans les esprits. On pourrait ainsi affirmer que l'imaginaire ou le mythe d'un Arctique rempli de conflits territoriaux et de tensions interétatiques persiste aujourd'hui. La réalité arctique est pourtant bien différente de la rhétorique comme le souligne plusieurs analystes et académiciens. La coopération dans l'Arctique, au niveau bilatéral et multilatéral (à travers le Conseil de l'Arctique ou pas), continue d'être la norme comme l'ont démontré la signature d'accords récents entre les pays arctiques, tels l'*Agreement on Cooperation on Aeronautical and Maritime Search and Rescue in the Arctic* (2011) et l'*Agreement on Cooperation on Marine Oil Pollution Preparedness and Response in the Arctic* (2013). La création récente du *Coast Guard Forum* (2015) par les huit États arctiques est un autre exemple. À ce jour, les pays, incluant la Russie, continuent également de coopérer à travers diverses missions scientifiques et d'études des fonds marins.

La rhétorique géopolitique affirmée et parfois agressive des gouvernements dans le cas de l'Arctique, sert à défendre les intérêts nationaux, mais également à obtenir le soutien de la population pour des projets politiques (e.g. acquisition de capacités militaires) et pour façonner la politique identitaire du pays. Pour le Canada, la défense de l'Arctique, de sa souveraineté, de ses populations et de ses ressources, constitue une politique publique au service de l'identité canadienne; d'un projet rassembleur qui transcende les divisions linguistiques et culturelles du pays, tout comme le mythe du « maintien de la paix ».

43 STEINBERG P., TASCH J., GERHARDT H., *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, London, I.B. Tauris, 2015, p. 4

44 [Traduction libre de: « ...the prevalence of images that suggest the terra nullius imaginary has led to reactive policies that are promulgated for the main purpose of refuting the imaginary »], *Ibid.*, p. 32



PARTIE II - LE RÔLE DES MÉDIAS

*There are two kinds of Arctic problems, the imaginary and the real. Of the two, the imaginary are the most real.*¹

Vilhjalmur Stefansson
The Arctic in Fact and Fable, 1945

Concepts en présence

Les médias et les journalistes jouent un rôle important et privilégié dans le cas de l'Arctique. Ils représentent l'une des rares fenêtres permettant aux Canadiens du Sud de visualiser cet environnement très peu visité et de *conforter* ou *confronter* en partie l'imaginaire qu'ils en ont. Ils ont également comme rôle d'expliquer et de vulgariser les sujets parfois très techniques tels que les recherches scientifiques, les considérations juridiques en ce qui a trait à la souveraineté, les capacités militaires, etc. Les journalistes sont supposés présenter l'image la plus près possible de la réalité et sont normalement tenus de respecter un certain code déontologique ou des règles d'éthique afin de préserver leur *crédibilité*, qui est sans aucun doute le *centre de gravité*² de leur profession. Prenons par exemple le Guide de *déontologie* de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec où l'on retrouve d'emblée que :

Le rôle essentiel des journalistes est de rapporter fidèlement, d'analyser et de commenter le cas échéant les faits qui permettent à leurs concitoyens de mieux connaître et de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent.

[...] Les journalistes doivent **situer dans leur contexte les faits** et opinions dont ils font état de manière à ce qu'ils soient compréhensibles, **sans en exagérer ou en diminuer la portée**. Les titres et présentations des articles et reportages ne doivent pas exagérer ni induire en erreur.³ [nous soulignons]

Les journalistes doivent respecter les impératifs d'exactitude et d'impartialité qu'exige la profession, c'est-à-dire de s'assurer de la véracité des faits avant tout, de mettre de côté leurs propres préconceptions sur le sujet à traiter et ne pas laisser leurs opinions personnelles teinter la communication des faits (sauf pour certains « genres journalistiques comme les éditoriaux [et] les chroniques »⁴).

1 Citation tirée de CONLEY, H.A., TOLAND, T., KRAUT J., *A New Security Architecture for the Arctic: An American Perspective*, CSIS Europe Program, Center for Strategic & International Studies, Washington D.C., 2012, p. 1

2 Analogie fait avec un terme militaire normalement utilisé en planification des opérations : « *Le centre de gravité* [...] donne la liberté d'action, la puissance ou la volonté d'atteindre les objectifs ». La doctrine militaire occidentale contemporaine suggère qu'une entité tire sa puissance de son *centre de gravité*, et qui est également l'élément vital qu'il doit protéger. Tiré de : Ministère de la défense et des anciens combattants, *Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle*, France, 2015, p. 160

3 Fédération professionnelle des journalistes du Québec, *Guide de déontologie*, amendé le 28 novembre 2010, <https://www.fpq.org/deontologie/guide-de-deontologie/> (consulté le 8 janvier 2017)

4 Fédération professionnelle des journalistes du Québec, *Guide de déontologie*, amendé le 28 novembre 2010, <https://www.fpq.org/deontologie/guide-de-deontologie/> (consulté le 8 janvier 2017)



Comme on peut le constater au moment de l'écriture de ce travail, les médias traditionnels traversent une période de crise majeure avec : la remise en cause de leur crédibilité venant de toute part, incluant certains chefs d'État; la multiplication des « plateformes médiatiques » et des réseaux sociaux et leur influence sur les modes de façonnement de l'opinion publique; la propagation du phénomène des *fake news*; et le « court-circuitage » de la transmission du message politique (e.g. via *Twitter*). Malgré cette période de turbulence importante que traverse le monde médiatique et journalistique, il n'en demeure pas moins que leur rôle, plus que jamais, demeure crucial pour analyser l'information, pour la présenter de façon accessible au public et avant tout, de s'assurer dans leur quête de la vérité de démentir les faits qui sont altérés ou créés de toute pièce, et de remplir leur « rôle de chien de garde à l'égard des pouvoirs et des institutions⁵ ».

De nombreuses études ont été menées depuis les années 70 sur l'impact des médias de masse dans la communication politique et leur influence sur l'opinion publique. Parmi celles-ci, notons celle de Maxwell McCombs et Donald Shaw intitulée *The Agenda-Setting Function of Mass Media* (1972). Selon eux, « en choisissant et en diffusant les nouvelles, les éditeurs, le personnel de la salle des nouvelles, et les diffuseurs jouent un rôle important de façonnage de la réalité politique »⁶, entres autres par le choix qu'ils font des sujets à traiter, de leur positionnement relatif (e.g. ordre de diffusion, emplacement dans le journal), et de l'emphase placée sur le sujet parmi les autres nouvelles (e.g. grosseur du titre, durée du reportage). En étudiant les campagnes électorales, ils affirment que les médias sont ainsi en mesure de définir l'agenda de la campagne, d'où l'expression *agenda-setting*. L'idée principale derrière cette théorie est que *les médias influencent ce à quoi nous pensons* et ce que nous considérons comme étant les faits et enjeux importants.

Un autre concept, souvent perçu comme étant complémentaire à celui de l'*agenda-setting*, est celui du *framing* (théorie du cadrage), qui est basé sur l'hypothèse que les médias contribuent également à *influencer la façon dont les gens pensent*. Cette théorie, introduite en 1974 par Erving Goffman dans son ouvrage *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*, suggère que la *façon* dont un sujet est présenté à un auditoire (organisation des idées, aspects traités *et ceux ignorés*), appelée le « cadre » (*frame*), influence la façon de traiter l'information pour se forger une opinion. Le cadrage des reportages et des articles peut être fait par le choix des mots, des expressions, des citations et des sources, des symboles, des images, des vidéos, du style littéraire ou oratoire, du ton utilisé, etc. Simplement dit, la même problématique exposée de manières différentes n'aura pas le même impact sur l'auditoire et influencera les opinions différemment. La théorie du cadrage ne se limite pas seulement aux communications médiatiques, mais également à la rhétorique politique et à la pratique discursive en général.

La prochaine section examinera comment les médias façonnent l'opinion publique dans le cas de l'Arctique, par l'*agenda-setting* et par le *framing*. Il s'agira de voir comment ils relaient la rhétorique du politique et interprètent la situation géopolitique dans l'Arctique.

⁵ *Idem*.

⁶ [Traduction libre de: "In choosing and displaying news, editors, newsroom staff, and broadcasters play an important part in shaping political reality."] MCCOMBS, M., SHAW, D., *The Agenda-Setting Function of Mass Media*, Oxford University Press, *The Public Opinion Quarterly*, Vol. 36, No. 2, Summer 1972, p. 176



Le rôle des médias et leur impact sur l'opinion publique

Après avoir examiné dans la première partie comment les gouvernements utilisent la rhétorique pour communiquer certains messages à un auditoire domestique et international, il est important de s'interroger sur le rôle que jouent les médias dans l'interprétation et la transmission de ce message au grand public. Les Américains Rebecca Pincus et Saleem Ali dans leur article *Have you been to 'The Arctic'? Frame theory and the role of media coverage in shaping Arctic discourse* (2016), examine précisément comment les « cadres » utilisés par les médias influencent le traitement des questions de souveraineté et de développement dans l'Arctique. Ils soutiennent que « la couverture médiatique sur les enjeux de l'Arctique façonne les croyances et les attitudes du public, exerce une influence sur l'opinion des élites et des décideurs politiques, et ainsi sur le résultat des politiques⁷ ».

“Forget Syria, Russia’s muscle is moving closer to Canada’s doorstep”

CBC News, 2 novembre 2015

“Putin’s Russia in biggest Arctic military push since the fall of the Soviet Union”

National Post, 1 février 2017

“...the Russian bear has pursued a steady march forward much closer to Canada, in the Arctic”

CBC News, 8 janvier 2017

“Why is Russia getting ready for war in the Arctic?”

iPolitics Insights, 27 février 2017

“‘THE ARCTIC IS OURS!’ Russia to send largest military force to the Arctic since the Cold War...”

The Sun, 31 janvier 2017

coopèrent de près dans l'Arctique⁹ ». Selon son analyse, l'augmentation des capacités militaires russes dans l'Arctique sont normales considérant l'importance de la région pour l'économie de la Russie, et le fait qu'elle est désormais exploitable mais également accessible à la navigation étrangère. Plusieurs analystes sont également de son avis, tel que les académiciens Griffiths et Lackenbauer qui affirment que la probabilité de conflits armés dans l'Arctique a été exagérée par les médias et certains analystes.¹⁰ Ils s'accordent à dire que « la plus grande menace sécuritaire dans l'Arctique pourrait venir d'un effort répété de cadrer le débat en terme de conflit » et que les « chances de conflit sont faibles, sauf si les problématiques sont sécurisées [*securitized*] par une rhétorique de crise¹¹ ». D'autres, comme Rob Huebert, demeurent beaucoup plus sceptiques face aux réelles intentions de la Russie.

7 [Traduction libre de: “Media coverage of Arctic issues shapes public beliefs and attitudes, exerts influence on elite and policy-maker opinions, and thereby on policy outcomes”], PINCUS, R. ALI, S.H., *Have you been to 'The Arctic'? Frame theory and the role of media coverage in shaping Arctic discourse*, *Polar Geography*, 39:2, 2016, p. 83

8 *Idem*, p. 88

9 [Traduction libre de: “Similar to its English-speaking counterparts, the Russian press has been quick to put forward the image of a new 'Ice Cold War'. Yet, all the major powers are cooperating closely in the Arctic...”] LARUELLE M., *Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North*, New York, M.E. Sharpe, 2014, p. 113

10 GRIFFITHS F., HUEBERT R., LACKENBAUER W., *Le Canada et l'Arctique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015, p. 418

11 [Traduction libre] “...the greatest security threat to the Arctic may come in repeated efforts to frame the debate in terms of conflict [...] there is little likelihood of conflict, unless the issues are securitized by a discourse of crisis”, de LACKENBAUER, P.W., *The Emerging Arctic Security Environment: Research Program Report, 2010-15*, ArcticNet, 2015, p.12

Outre les mots et expressions spécifiques utilisées par les journalistes pour cadrer le message, Pincus et Ali soulignent également que les dessins (*cartoon*), les photos et les séquences vidéo constituent des éléments puissants pour construire ce cadre. Outils essentiels dans le domaine du *marketing*, ils sont également utilisés par les gouvernements dans la communication stratégique, et repris par les médias pour rapporter et illustrer les faits. Stephen Harper alors qu'il était premier ministre, voyageait toujours avec plusieurs journalistes lors de ses visites dans le Nord canadien. Les images captées et retransmises par les médias envoyaient un message clair quand à la priorité que mettait le gouvernement sur la région. Pour le gouvernement, les médias servaient d'outil de transmission de la rhétorique géopolitique. Du côté des médias, la sélection d'une certaine image plus qu'une autre afin de raconter une certaine histoire, tout comme le choix des faits, des expressions et des mots choisis, faisait partie du processus de cadrage. Aujourd'hui, dans un monde de consommation rapide de l'information, la photo et la vidéo sont plus que jamais cruciales pour les médias afin de communiquer rapidement l'état d'une situation ou d'une problématique.

Quel est l'impact de la couverture médiatique sur la connaissance qu'ont les Canadiens sur l'Arctique et l'opinion qu'ils ont des enjeux arctiques? Un sondage¹² effectué en 2015 par la firme *Ekos Research Associate Inc.* pour le *Munk-Gordon Security Program* permet de mieux comprendre le niveau de compréhension du public envers les réalités et problématiques qui affectent la région. Par exemple, sur la question du Passage du Nord-Ouest, le sondage démontre qu'un Canadien sur quatre croit qu'il est protégé contre les invasions par plusieurs bases militaires (aucune base militaire ne se situe le long du passage). Serait-il possible que l'abondance de couverture médiatique exagérant la « militarisation du Nord » (telle la photo de la page précédente), surtout pendant la période du gouvernement Harper, ait influencé la population à présumer que la région arctique était mieux protégée ou « militarisée » qu'elle ne l'est vraiment? Sur les questions de sécurité, le sondage indique également que « la plupart des Nord-Américains perçoivent que la menace d'un conflit militaire dans l'Arctique au cours de la dernière année est soit restée la même ou augmentée »¹³. Par contre, lorsque que questionné sur l'importance de posséder des services de sécurité forts dans l'Arctique pour faire face aux menaces internationales, on observe une chute par rapport au sondage effectué en 2010 avec 56% (2015) vs. 69% (2010) des répondants le considérant comme étant important. Ce résultat est surprenant considérant la perception d'une menace plus grande chez les Canadiens. Malheureusement, même si le sondage nous permet de mieux comprendre le niveau de connaissance et les perceptions des Canadiens sur l'Arctique, il permet difficilement d'en attribuer la ou les causes. Parce que les Canadiens tirent (où dans la plupart des cas se font pousser) la majorité de leur information sur l'Arctique des médias, il serait raisonnable de penser que ces derniers jouent un rôle majeur dans le façonnage des opinions. Des recherches plus approfondies, qui dépassent largement le cadre du présent travail, seraient nécessaires afin de déterminer plus précisément l'impact du *framing* et de l'*agenda-setting* des médias dans le cas de l'Arctique.

Les imaginaires, traités dans la première partie de ce travail, influencent également la couverture médiatique des enjeux arctiques. Par exemple, l'imaginaire du *terra nullius*, influence la perception du présent effort de cartographie des plateaux continentaux par les différents pays en vue de soumettre leur revendications respectives. L'exercice est davantage perçu comme une course ou une ruée vers les ressources de

12 Ekos Research Associates Inc., *Rethinking the Top of the World: Arctic Public Opinion Survey Vol.2*, Munk-Gordon Arctic Security Program, 2015, p. 70

13 Ekos Research Associates Inc., *Rethinking the Top of the World: Arctic Public Opinion Survey Vol.2*, Munk-Gordon Arctic Security Program, 2015, p. 9



l'Arctique. Certains médias parlent ainsi de « *land grab* » ou « *resource grab* » ou font même un parallèle avec le « *gold rush* ». Dans la réalité, la grande majorité des ressources sont situées sur le territoire non contesté des zones économiques exclusives (ZEE) des pays arctiques et tous les pays littoraux de l'océan Arctique ont suivi le processus ordonné stipulé dans l'article 76 de la CNUDM, ont coopéré et ont même mené des missions scientifiques conjointes, afin de justifier leurs revendications d'extension de leur territoire exploitable.

La pose du drapeau russe au pôle Nord en 2007 constituait un autre événement venant réveiller cet imaginaire du *terra nullius* chez la population, mais également chez les médias. Il est facile pour un journaliste de se laisser tomber dans le sensationnalisme dans une situation pareille. Après tout, les émotions font vendre les journaux – ou plutôt désormais l'achalandage sur les sites internet. Par contre, les médias doivent être prudents à ne pas utiliser des cadres qui tendent à amplifier les perceptions de tensions entre les pays arctiques.



FIGURE 5 - LE PREMIER MINISTRE HARPER ET LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA DÉFENSE WALT NATYNCZYK DURANT OP NANOOK, AOÛT 2010



PARTIE III - LE RÔLE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES

*The military played a role in laying the foundation for Northern development– it is now up to Canada, as a whole, to build upon it.*¹

Dr. Whitney Lackenbauer
Ross Ellis Memorial Lecture, 2013

Les contributions historiques à l'édification de la nation

L'origine de la présence des Force armées canadiennes (FAC) dans le Grand Nord remonte à 1898. Des effectifs de l'armée avaient été envoyés au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest afin de maintenir l'ordre pendant la ruée vers l'or du Klondike. À partir de 1923, le Corps royal canadien des transmissions érigea le Système de transmission radio des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, principalement à des fins civiles afin de stimuler le développement des territoires. Comme le souligne la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, « le système joua un rôle déterminant dans la vie sociale et culturelle des collectivités qu'il a desservies jusqu'au début des années 1960² ».

Débutant lors de la Seconde Guerre mondiale et s'étalant durant toute la période de la Guerre froide, le Nord canadien fut transformé considérablement, en grande partie par les FAC. Durant la période 1944-1957, l'Aviation royale canadienne et le Corps du génie royal canadien complétèrent la cartographie du Grand Nord canadien. Entre temps, l'année 1947 marquait la création des Rangers, composés d'habitants vivant dans le Nord canadien, dont une majeure partie étant d'origine autochtone. De 1954-1957, la Défense américaine et canadienne érigèrent le Réseau d'alerte avancé (*Distant Early Warning Line – DEW Line*), une ligne de radars le long du 70^e parallèle allant de l'Alaska à l'île de Baffin, afin de surveiller les menaces aérospatiales en provenance du Nord (i.e. les bombardiers soviétiques). Comme le souligne Lackenbauer, ce système « a été le mégaprojet le plus audacieux de l'histoire de l'Arctique canadien, altérant dramatiquement ses caractéristiques militaires, logistiques et démographiques³ ». Le projet représenta également un succès de coopération entre les États-Unis et le Canada (sans pour autant menacer la souveraineté du Canada dans l'Arctique). Ce système fut remplacé dans les années 1986-1992 par le Système d'alerte du Nord (*North Warning System*).

En 1954, le gouvernement dotait la Marine royale canadienne du brise-glace NCSM *Labrador*⁴ afin de mener des missions de recherche et de cartographie, et fut également le premier brise-glace à naviguer le Passage du Nord-Ouest. Puis en 1957, les États-Unis et le Canada créèrent le *North American Aerospace Defense Command* (NORAD) pour assurer conjointement la surveillance, le contrôle et la défense de l'espace aérien

1 LACKENBAEUR, P.W., *The Military as Nation-Builder: The Case of the Canadian North*, 2013, Journal of Military and Strategic Studies, v.15, no.1, p. 31

2 Parcs Canada, *Événement historique national du Réseau radiophonique des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon*, http://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_nhs_fra.aspx?id=1767 [consulté le 2 mars 2017]

3 *De la ruée polaire à la saga polaire : pour une approche stratégique intégrée*, par P. Whitney Lackenbauer, Chapitre 2, p. 126, dans GRIFFITHS F., HUEBERT R., LACKENBAUER W., *Le Canada et l'Arctique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015, p. 418

4 Le navire fut transféré en 1957 au Ministère des transports



nord-américain. Lors du renouvellement de l'Accord entre les deux pays en 2006, la mission de surveillance et d'alerte maritime fut également ajoutée⁵.

Whitney Lackenbauer, lors de la conférence *Ross Ellis Memorial* de 2013, affirma que :

Les commentateurs négligent souvent les aspects positifs du développement militaire dans le Nord – les réseaux de communication et de transport qui ont ouvert la région au développement, et les modestes mais uniques façons dont les militaires contribuent à une infrastructure *humaine* résiliente dans le Nord. Nos discours qui mettent l'accent sur la nature réactive des promesses militaires, ou le *manque* d'une présence militaire continue, passe fréquemment à côté du rôle important d'édification de la nation que jouent les militaires dans le Nord⁶.

Même s'il est vrai que les projets de construction d'envergures mentionnés précédemment ont parfois pu avoir des répercussions néfastes dans le Nord (e.g. environnementales, perturbation du mode de vie traditionnel des Inuits), Lackenbauer souligne les effets positifs de la contribution militaire : le développement des infrastructures (communications, routes, aéroports, écoles, cliniques médicales) pour susciter le développement économique et pour connecter le Nord au Sud, et les différentes communautés du Nord entre elles; la création d'emplois; les interactions culturelles entre les Canadiens du Sud et du Nord; et le début d'intégration des Inuits dans la vie politique, culturelle et économique du Canada. Les FAC ont ainsi, au cours du dernier centenaire, contribué à interconnecter la population canadienne, à développer le Nord et dans une plus large mesure, à l'édification de la nation.

Les forces armées, rhétorique géopolitique et politique identitaire

Les forces armées sont avant tout des « outils » subordonnés aux gouvernements. Elles sont des instruments d'influence, de dissuasion, de coercition, d'identité et de puissance nationale. Pour un pays comme le Canada, elles représentent le Plan B lorsque la diplomatie échoue.

Les principaux rôles des FAC consistent depuis longtemps à : 1) *défendre le Canada* – assurer la sécurité et exercer la souveraineté; 2) *défendre l'Amérique du Nord* – en collaboration avec les États-Unis; et 3) *contribuer à la paix et à la sécurité internationales* – fondement de la prospérité et de la sécurité du Canada⁷. Ces rôles sont normalement bien connus des Canadiens.

Par contre, les FAC contribuent à la nation de bien d'autres façons, souvent ignorées ou méconnues, comme le soulignait adroitement le *Livre blanc* de 1987 :

5 North American Aerospace Defense Command, *About NORAD*, <http://www.norad.mil/About-NORAD/>

6 [Traduction libre de: “*Commentators often overlook the positive aspects of military development in the North – the communications and transportation networks that opened the region to development, and the modest but unique ways that the military contributes to resilient human infrastructure in the North. Our narratives emphasizing the reactive nature of military promises, or the lack of continuous military presence, frequently miss the military’s salient nation-building role in the North*”] de LACKENBAEUR, P.W., *The Military as Nation-Builder: The Case of the Canadian North*, 2013, *Journal of Military and Strategic Studies*, v.15, no.1, p. 4

7 Défense nationale, *Examen de la politique de défense: document de consultation publique 2016*, Ottawa, 2016, p. 5



Les Forces canadiennes, dans leur rôle principal, contribuent de façon fondamentale à faire en sorte que le Canada demeure un État libre, pacifique et démocratique. Elles rendent à la société d'autres grands services qui ne sont pas toujours évidents ou pleinement reconnus. En mettant en pratique leur idéal de servir, les militaires et leurs familles acquièrent un sens aigu des valeurs civiques et communautaires qui forment la trame de notre pays et définissent notre identité nationale.⁸

Pour les gouvernements, les FAC constituent à la fois un instrument pouvant contribuer à la *rhétorique géopolitique* mais également à forger la *politique identitaire canadienne*. Nous examinerons plus précisément deux éléments des FAC afin d'illustrer cette affirmation : les Rangers canadiens; et l'exercice militaire annuel NANOOK.

Tel que mentionné dans la section précédente, l'organisation des Rangers a été mise sur pied en 1947, soit au tout début de la Guerre froide, afin de remplir un besoin de surveillance du territoire nordique. Sous-élément de la force de réserve de FAC, l'organisation compte aujourd'hui environ 5,000 Rangers, composés d'habitants de plus de 200 communautés éloignées et isolées du Nord canadien. Ils sont divisés en cinq Groupes de patrouilles des Rangers canadiens (GPRC) et constituent les « yeux et les oreilles » des militaires au Nord du pays. Malgré leurs capacités militaires très limitées, ils ont pour principales tâches la surveillance du territoire, l'affirmation de la souveraineté et le soutien aux opérations des FAC.⁹ Whitney Lackenbauer avait bien souligné le succès des Rangers et celle de la relation avec le gouvernement du Canada :

Le concept de bénéfice mutuel a sous-tendu l'organisation en entier. La relation positive que les Rangers incarnent s'aligne parfaitement avec l'esprit de coopération politique et de soutien national qu'Ottawa espère créer avec les communautés autochtones. Le lien entre encourager les compétences traditionnelles, partager la connaissance locale, et soutenir les opérations militaires dans les régions éloignées est devenu de plus en plus clair. [...] Les communautés se tournent vers les Rangers en temps de besoins, et les Rangers aident le gouvernement à l'atteinte de ses objectifs.

L'organisation des Rangers canadiens est normalement considérée comme un grand succès à plusieurs points de vue. D'abord, les Rangers permettent d'assurer une présence militaire et une surveillance dans les coins les plus reculés du pays pour un faible investissement financier. Dans leur communauté, ils sont souvent des modèles (*role models*) pour la jeunesse, ils contribuent leurs expertises et leadership au bien commun de la communauté et participent aux missions de recherche et sauvetage. Les multiples visites du premier ministre Stephen Harper, et celles de certains Gouverneurs général du Canada, ont permis de mettre en valeur l'Arctique et possiblement d'élever le statut de Rangers au niveau de *symbole canadien*, tout comme la Police montée du Canada. Ils sont un *symbole* de la présence canadienne dans l'Arctique, de la diversité culturelle du Canada, de l'intégration des autochtones dans les organisations nationales, et de la défense de la souveraineté du territoire canadien. La promotion à l'étranger et à l'intérieur de pays du succès des Rangers contribuent à la politique identitaire du pays.

La mise en valeur de l'Opération NANOOK faisait également partie de la stratégie de communication du gouvernement conservateur et de la rhétorique géopolitique dans l'Arctique. Présentement le plus grand exercice militaire dans le Nord canadien, il a lieu annuellement depuis 2007 au Yukon, aux Territoires

⁸ Gouvernement du Canada, *Défis et engagements : une politique de défense pour le Canada*, Ottawa, Défense nationale, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Juin 1987, p. 81

⁹ Armée canadienne, *Les Rangers canadiens*, <http://www.army-armee.forces.gc.ca/fr/rangers-canadiens/index.page>



du Nord-Ouest et au Nunavut, et a comme objectifs : 1) d'assurer la souveraineté du Canada dans l'Extrême-Nord; 2) d'améliorer la façon dont les militaires canadiens travaillent dans des conditions arctiques; 3) d'améliorer la collaboration lors des opérations pangouvernementales; et 4) de collaborer avec les partenaires de mission pour trouver la meilleure façon de faire face aux problèmes de sécurité dans le Nord¹⁰.

Outre les objectifs spécifiques axés sur l'entraînement des participants, les exercices militaires ont toujours occupé une place importante dans la rhétorique géopolitique des pays, en tant qu'instrument d'affirmation et de dissuasion. En effet, les exercices peuvent servir à afficher des capacités militaires, à démontrer la solidité des alliances et à réaffirmer la détermination à l'accomplissement d'un objectif géopolitique. Ils sont fréquemment utilisés par les gouvernements à travers le monde en guise de protestation, d'avertissement ou simplement de démonstration de présence et de force.

Le principal objectif de NANOOK est d'entraîner les FAC et plusieurs autres ministères à la conduite d'opérations pangouvernementales dans le milieu éloigné et austère qu'est l'Arctique. Néanmoins, l'exercice sert également à afficher au-delà de l'océan Arctique que le Canada a des capacités pour défendre son territoire nordique, est résolu à en assurer la sécurité en partenariat avec d'autres nations arctiques de l'OTAN (e.g. États-Unis, Danemark), et est déterminé à exercer sa souveraineté sur l'étendue de son territoire. Les visites annuelles du Nord par le premier ministre Harper, qui coïncidaient avec la tenue d'Op NANOOK, servaient précisément à amplifier ce message. La couverture médiatique et les « *photo Op* » en étaient le *moyen*. La communication politique avait pour cible deux auditoires : les Canadiens; et les autres pays, dont en particulier ceux menaçant les intérêts canadiens dans l'Arctique. La forte affirmation de la défense de la souveraineté canadienne vers l'extérieur servait également à raviver le nationalisme et contribuait à renforcer la politique identitaire canadienne.

¹⁰ Défense nationale, *Opération NANOOK*, Ottawa, <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-canada-amerique-du-nord-recurrentes/op-nanook.page>, [consulté le 15 février 2017]



CONCLUSION

Comme l'a tenté de démontrer ce travail, la rhétorique géopolitique sert non seulement à la poursuite des objectifs de la politique étrangère mais également à ceux de la politique identitaire. Le gouvernement fédéral, les médias et les forces armées, chacun à leur façon, contribuent à cette rhétorique et à façonner l'identité canadienne comme nation arctique. Le gouvernement Harper avait bien perçu que la défense et le développement du Grand Nord canadien avaient le potentiel de constituer un projet rassembleur qui pouvait servir à unifier davantage la nation autour d'un objectif commun. Ce projet qui ne ravivait aucune tension linguistique ou culturelle servait également d'image de marque (*branding*) pour le parti conservateur et le Canada.

On a également pu constater qu'il existe un écart entre la rhétorique géopolitique, les intentions réelles du gouvernement canadien et ses actions concrètes à l'international. Tout comme la Russie, le Canada a adopté à l'occasion un discours péremptoire et parfois agressif. Dans son ouvrage sur la Russie, Laruelle soulignait que dans le cas des deux pays, « bien que leur rhétorique était destinée essentiellement envers l'opinion publique domestique, il se pourrait qu'il y ait des répercussions internationales »¹. Dans l'ère de la communication quasi-instantanée, d'internet et des réseaux sociaux, aucune communication ne demeure domestique. En effet, tout message national peut désormais transcender les frontières et devenir communication internationale. Par conséquent, les gouvernements jouent à un jeu d'équilibriste assez risqué avec la rhétorique employée qui est en déphasage avec la coopération réelle entre les pays. La rhétorique dans le cas de l'Arctique, tout comme la militarisation de la région, a le potentiel d'escalader et de partir en vrille rapidement pour aucune raison valable. Comme le souligne l'évaluation géostratégique de la U.S. Navy dans le rapport *U.S. Navy Arctic Roadmap 2014-2030* :

Il demeure peu probable que l'un des cinq États littoraux de l'Arctique risquera un conflit militaire de grande ampleur. Par contre, la possibilité existe que les tensions augmentent dû à des perceptions erronées, à la rhétorique, ainsi qu'à des dynamiques entre des intérêts économiques imprévus dans la région.²

Il existe réellement des risques à la paix et à la sécurité de la région. Après tout, quatre des cinq pays littoraux de l'océan Arctique sont membre de l'OTAN; l'autre étant la Russie, qui occupe environ la moitié de la région. Dans la région même, il est possible que des revendications excessives sur l'extension des plateaux continentaux, sur la délimitation des frontières maritimes, sur l'exploitation des ressources halieutiques, ou sur le statut des passages du Nord-Ouest et Nord-Est, puissent causer des tensions, voire même des conflits. Par contre, il est également possible que la coopération dans l'Arctique se détériore pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la région. En effet, bien que certains prônent la « compartimentation » des enjeux, il est fort possible que des conflits opposant l'OTAN à la Russie dans un autre coin du monde viennent envenimer la situation dans l'Arctique (phénomène de vases communicants). Même si la coopération internationale demeure prédominante à ce jour dans l'Arctique, les risques de débordement des tensions par rapport à l'annexion de la Crimée, l'intervention persistante de la Russie en Ukraine, et le conflit Syrien, ont le potentiel d'affecter négativement la région. On peut également envisager que les relations Canada-Russie

¹ LARUELLE M., *Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North*, New York, M.E. Sharpe, 2014, p. xix

² Department of the Navy (Chief Naval Operations), *U.S. Navy Arctic Roadmap 2014-2030*, February 2014, p.15, <http://greenfleet.dodlive.mil/files/2014/02/USN-Arctic-Roadmap-2014.pdf> [consulté en ligne, 14 fév 2017]



seront fortement influencées par les relations États-Unis-Russie, qui demeurent l'une des plus grandes incertitudes géopolitiques en ce nouveau début de présidence américaine.

En ce moment, tous les pays ont tout à gagner à demeurer sur la voie de la coopération dans l'Arctique; la Russie tout spécialement, pour qui le Nord représente un intérêt vital pour assurer sa prospérité économique et la conservation de sa place dans l'échiquier mondial. Tous les pays ont intérêt à préserver la stabilité et la sécurité de la région dans un cadre de coopération internationale fondé sur des règles précises. Il sera important dans les prochaines années de tenter de régler certains des conflits territoriaux qui persistent, de continuer de coopérer sur les initiatives en cours, et d'opter pour une rhétorique *modérée*, tant sur la scène nationale qu'internationale. Il est envisageable, pour tous les pays, que la rhétorique géopolitique puisse servir de façon positive la politique identitaire et la politique étrangère.



BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON, B., *L'imaginaire national: Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, p. 213

AXWORTHY, T.S., *Changing the Arctic Paradigm from Cold War to Co-Operation: How Canada's Indigenous Leaders Shaped the Arctic Council*, Yearbook of Polar Law, Volume 5, 2013, 38 p., <http://gordonfoundation.ca/sites/default/files/publications>

-----, *Stratégie pour le Nord du Canada: Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir*, 2009, 48 p., <http://www.northernstrategy.gc.ca/cns/cns.pdf>

BERTHIAUME, L., *Trudeau ends Harper's tradition of attending Arctic military exercise: Operation Nanook is viewed as the most important for asserting Canadian sovereignty*, CBC News, 29 août 2016, <http://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-arctic-harper-military-1.3739413> [consulté le 15 février 2017]

CAMPBELL, J., *Hans Island deal downplayed*, The Ottawa Citizen, 31 mai 2012, <http://www.ottawacitizen.com/news/Hans+Island+deal+downplayed/6475505/story.html>

CBC News (auteur inconnu), *Military prepared during Resolute crash*, Operation Nanook, 3 octobre 2011, <http://www.cbc.ca/news/canada/military-prepared-during-resolute-crash-operation-nanook-1.1000344>

CBC News (auteur inconnu), *Russia plants flag staking claim to Arctic region*, 2 août 2007, <http://www.cbc.ca/news/world/russia-plants-flag-staking-claim-to-arctic-region-1.679445> [consulté le 15 février 2017]

COBUT, E., LAMBOTTE, F., *Communication publique et incertitude: Fondamentaux, mutations et perspectives*, Edi.Pro, Belgique, 2011, p. 391

CONLEY, H.A., TOLAND, T., KRAUT J., *A New Security Architecture for the Arctic: An American Perspective*, A Report of the CSIS Europe Program, Center for Strategic & International Studies, Washington D.C., 2012, p. 44

DEAN, R. and AXWORTHY, T., *Changing the Arctic Paradigm from Cold War to Cooperation: How Canada's Indigenous Leaders Shaped the Arctic Council*, 2013, Yearbook of Polar Law, no. 5, pp. 7-43

DEAN, R. and WALLACE, R., *A Circumpolar Convergence: Canada, Russia, the Arctic Council and RAI-PON*, Arctic Security Working Paper No. 7, 2013, pp. 1-30

Défense nationale, *Défis et engagements : une politique de défense pour le Canada*, Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Juin 1987, p. 89

-----, *Examen de la politique de défense: document de consultation publique 2016*, Ottawa, 2016, 36 p., <http://dgpapp.forces.gc.ca/fr/examen-politique-defense/docs/consultation-defense.pdf> [consulté le 2 octobre 2016]



-----, *Les difficultés juridiques que présentent les opérations navales dans l'Arctique Canadien*, Série de documents juridiques stratégiques du cabinet du juge-avocat général, Fascicule 3, Cabinet du Juge-avocat général, 2008, p. 42

-----, *Les eaux arctiques canadiennes : de la théorie des secteurs à celle des eaux historiques*, Ottawa, <http://www.forces.gc.ca/fr/a-propos-rapports-pubs-droit-militaire-document-juridique/operations-navales-eau-arctic-historiques.page> [consulté le 26 octobre 2016]

-----, *Opération NANOOK*, Ottawa, <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-canada-amerique-du-nord-recurrentes/op-nanook.page>, [consulté le 15 février 2017]

-----, *Speaking Notes for The Honourable Gordon J. O'Connor, PC, MP Minister of National Defence*, CFB Esquimalt, British Columbia, 9 July 2007, <http://www.forces.gc.ca/en/news/article.page?doc=speaking-notes-for-the-honourable-gordon-j-o-connor-pc-mp-minister-of-national-defence/hnps1tsx>

Department of Defense, *Report to Congress on Strategy to Protect United States National Security Interests in the Arctic Region*, United States, December 2016, 17 p., http://www.sullivan.senate.gov/imo/media/doc/2016_ArcticStrategy-Unclass.pdf [consulté en ligne, 17 février 2017]

Department of the Navy (Chief Naval Operations), *U.S. Navy Arctic Roadmap 2014-2030*, February 2014, p. 42, <http://greenfleet.dodlive.mil/files/2014/02/USN-Arctic-Roadmap-2014.pdf> [consulté en ligne, 14 fév 2017]

Ekos Research Associates Inc., *Rethinking the Top of the World: Arctic Public Opinion Survey Vol. 2*, Munk-Gordon Arctic Security Program, 2015, p. 70

FAIRHALL, D., *Cold Front: Conflict Ahead in Arctic Waters*, United-Kingdom, Counterpoint, Publishers Group West, 2010, p. 220

FARWELL, J., *Persuasion and Power: The Art of Strategic Communication*, Washington DC, Georgetown University Press, 2012, p. 282

Fédération professionnelle des journalistes du Québec, *Guide de déontologie*, amendé le 28 novembre 2010, <https://www.fpqj.org/deontologie/guide-de-deontologie/> (consulté le 8 janvier 2017)

GORBACHEV, M., *Speech in Murmansk at the ceremonial meeting on the occasion of the presentation of the Order of Lenin and the Gold Star to the city of Murmansk*, Murmansk, 1 oct. 1987, p. 6, https://www.barentsinfo.fi/docs/Gorbachev_speech.pdf (consulté le 16 fév 2017)



Gouvernement du Canada, *Le Premier ministre Stephen Harper annonce de nouveaux navires de patrouille extracôtiers pour l'Arctique*, Communiqué de presse, Esquimalt, Colombie Britannique, 7 juillet 2007, http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?crtr.sj1D=&mthd=advSrch&crtr.mnthndVl=&nid=335789&crtr.dpt1D=&crtr.tp1D=&crtr.lc1D=&crtr.yrStrtVl=2008&crtr.kw=&crtr.dyStrtVl=26&crtr.aud1D=&crtr.mnthStrtVl=2&crtr.yrndVl=&crtr.dyndVl=&_ga=1.242954502.505913973.1486320811

GREAVES, W.W.J., *Constructing In/Security in the Arctic: Polar Politics, Indigenous Peoples, and Environmental Change in Canada and Norway*, Th. Doctorate of Philosophy, Department of Political Science, University of Toronto, 2016, p. 297

-----, *Arctic Insecurity and Indigenous Peoples: Comparing Inuit in Canada and Sámi in Norway – DRAFT*, p. 31, Department of Political Science, University of Toronto, non daté

GRIFFITHS F., HUEBERT R., LACKENBAUER W., *Le Canada et l'Arctique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015, p. 418

HALSTEAD, J., *L'importance politique et stratégique de l'Arctique: une perspective canadienne*, érudit, Études internationales, vol. 20, no. 1, 1989, p. 24-44, <http://id.erudit.org/iderudit/702458ar>

HUBERT, R., *La sécurité maritime dans l'Arctique canadien: reprise des activités dans le troisième océan du Canada*, Revue militaire canadienne, Ottawa, été 2007, p. 8

JENSEN, L., HØNNELAND G., *Handbook of the Politics of the Arctic*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 617

KRASKA, J., *Arctic Security in an Age of Climate Change*, United-States, U.S. Naval War College and Foreign Policy Research Institute, Cambridge University Press, , 2011, p. 312

KRAUSS, C., MYERS, S.L., REVKIN, A., ROMERO S., *As Polar Ice Turns to Water, Dreams of Treasure Abound*, The New York Times, 10 octobre 2005, http://www.nytimes.com/2005/10/10/science/as-polar-ice-turns-to-water-dreams-of-treasure-abound.html?_r=0

LACKENBAEUR, P.W., *The Military as Nation-Builder: The Case of the Canadian North*, 2013, Journal of Military and Strategic Studies, v.15, no.1, pp. 1-32

-----, *The Emerging Arctic Security Environment: Research Program Report*, 2010-15, ArcticNet, 2015, p. 110

LANDRIAULT, M., *Does standing up for sovereignty pay off politically? Arctic military announcements and governing party support in Canada from 2006 to 2014*, International Journal, Vol. 71(I), 2016, pp. 41-61, <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0020702015619570>

LARUELLE M., *Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North*, New York, M.E. Sharpe, 2014, p. 251



LASSERRE, F., ROUSSEL, S., *Souveraineté, sécurité et identité : le Canada face aux défis posés par le changement climatique dans l'Arctique*, Revue internationale d'études canadiennes, No. 36, 2007, pp. 267-286

LONG, K., *Canada's Prime Minister Is Obsessed With a Missing Explorer*, Slate, 19 May 2014, http://www.slate.com/articles/health_and_science/science/2014/05/canada_search_for_franklin_expedition_nationalism_and_control_of_northwest.html [consulté le 16 février 2017]

Marine royale canadienne, *Point de mire 2050 : Le Canada dans un nouveau monde maritime*, Canada, Défense nationale, 2016, p. 81, http://navy-marine.forces.gc.ca/assets/NAVY_Internet/docs/fr/mrc_point-de-mire-2050.pdf

MASSIE, J., ROUSSEL S., *Au service de l'unité : Le rôle des mythes en politique étrangère canadienne*, Canadian Foreign Policy Journal, Volume 14, Issue 12, 2008, pp. 67-93

MCCOMBS, M., SHAW, D., *The Agenda-Setting Function of Mass Media*, Oxford University Press, The Public Opinion Quarterly, Vol. 36, No. 2, Summer 1972, pp. 176-187, https://www.unc.edu/~fbaum/teaching/PLSC541_Fall06/McCombs%20and%20Shaw%20POQ%201972.pdf

MEO, N., *Canadians launch Arctic hunt for Sir John Franklin's lost ships*, The Telegraph, 16 août 2008, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/canada/2569585/Canadians-launch-Arctic-hunt-for-Sir-John-Franklins-lost-ships.html>

National Intelligence Council, *Global Trends 2030: Alternative Worlds*, Office of the Director of National Intelligence, United States of America, 2012, p. 140 www.dni.gov/nic/globaltrends [consulté le 15 octobre 2016]

NOSSAL K., ROUSSEL S., PAQUIN S., *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, p. 646

Parcs Canada, *L'expédition de Franklin*, <http://www.pc.gc.ca/fra/culture/franklin/index.aspx>, [consulté le 3 février 2017]

-----, *Événement historique national du Réseau radiophonique des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon*, http://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_nhs_fra.aspx?id=1767 [consulté le 2 mars 2017]

PARRY, C., *Super Highway: Sea Power in the 21st Century*, London, Elliott and Thompson Limited, 2014, p. 360

Patrimoine canadien, page internet sur *les Symboles officiels du Canada*, <http://canada.pch.gc.ca/fra/1444070816842> [consulté le 19 février 2017]

PHILLIPS, A., *La politique identitaire: faut-il tourner la page?*, Cahiers du Genre 2002/2 (no. 33), pp. 43-61, en ligne : <http://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2002-2-page-43.htm> (consulté le 18 nov 2016)



PINCUS, R., ALI, S.H., *Have you been to 'The Arctic'? Frame theory and the role of media coverage in shaping Arctic discourse*, *Polar Geography*, 39:2, 2016, pp. 83-97

Radio-Canada, *Un drapeau russe sous le pôle Nord*, 1 août 2007, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/362297/pole-nord-russe> [consulté le 15 février 2017]

ROBRIEUX, J.-J., *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris, Dunod, 1993, p. 225

SHADIAN J., *The Politics of Arctic Sovereignty: Oil, Ice, and Inuit Governance*, London, Routledge, 2014, p. 252

STEINBERG P., TASCH J., GERHARDT H., *Contesting the Arctic: Politics and Imaginaries in the Circumpolar North*, London, I.B. Tauris, 2015, p. 209

The Ilulissat Declaration, Arctic Ocean Conference, Ilulissat Greenland, 27-29 May 2008, <http://www.arctic-governance.org/the-illulissat-declaration.4872424.html> [consulté le 27 novembre 2016]

ZAJEC, O., *Introduction à l'analyse géopolitique: histoire, outils, méthodes*, Monaco, Éditions du Rocher, 2016, 3e édition, p. 249



L'INSTITUT DE LA CAD
CAHIER VIMY



CDA INSTITUTE
VIMY PAPER

The CDA Institute is a non-partisan research organization with official charitable status, whose mandate is to provide research support to the CDA and promote informed public debate on national security and defence issues.

L'Institut de la CAD est un organisme caritatif et non partisan dont le mandat est d'offrir un soutien de recherche à la CAD et de promouvoir un débat public informé sur les questions de sécurité et de défense

CONFERENCE OF DEFENCE ASSOCIATIONS INSTITUTE /
L'INSTITUT DE LA CONFÉRENCE DES ASSOCIATIONS DE LA DÉFENSE

151 Slater Street, suite 412, Ottawa, Ontario K1P 5H3
Phone / Téléphone: +1 (613) 236 9903

 @CDAInstitute |  www.cdainstitute.ca